ENFANCES VOLÉES

RAPPORT SUR L'ENFANCE
DANS LE MONDE 2017

Save the Children

SOMMAIRE

1 Des enfances volées

3 Présentation de l'indice de privation de l'enfance

4 Des causes évitables qui tuent chaque année des millions d'enfants

6 La malnutrition prive les enfants de l'avenir auquel ils ont droit

8 Le manque d'éducation enferme les enfants dans la pauvreté

10 Des enfants contraints de travailler dans des conditions dangereuses et d'exploitation

14 Les effets dévastateurs du mariage des enfants

18 Des grossesses qui mettent en péril les adolescentes

20 La crise grandissante des enfants déplacés par les conflits

22 De jeunes vies écourtées ou profondément marquées par la violence

26 Recommandations

29 Classement des pays de l'Indice de privation de l'enfance

30 Indice de privation de l'enfance 2017 complet

35 Méthodologie et notes de recherches

Rony, âgé de 12 ans, travaille six jours par semaine dans une usine fabriquant des boîtes pour emporter les repas au Bangladesh. Ce travail le met directement en contact avec des substances carcinogènes et représente un danger pour sa santé. Il bénéficie aujourd'hui d'un enseignement, grâce à un projet soutenu par Save the Children.

Photo : Ken Hermann / Save the Children

Publié par Save the Children

501 Kings Highway East, Suite 400
Fairfield, CT 06825
États-Unis
(800) 728-3843
www.SavetheChildren.org

© Save the Children Federation, Inc.

ISBN : 1-888393-32-7

DES ENFANCES VOLÉES

Au moins 700 millions d'enfants à travers le monde (et sans doute des centaines de millions d'autres) sortent de l'enfance trop tôt. Les principales raisons incluent les problèmes de santé, les conflits, la violence extrême, le mariage des enfants, les grossesses précoces, la malnutrition, la privation d'éducation et le travail des enfants.

Associés les uns aux autres, ces facteurs ont engendré une crise mondiale qui frappe les enfants dans des proportions considérables.

Depuis près d'un siècle, Save the Children se bat pour sortir les enfants de la pauvreté et les sauver de la discrimination. Ce nouveau rapport (le premier d'une série annuelle) examine attentivement les événements qui détruisent des enfances. Ces « causes de privation de l'enfance » constituent une atteinte à l'avenir des enfants.

L'enfance devrait être une période consacrée à grandir, à apprendre et à jouer en toute sécurité. Chaque enfant mérite de l'amour, de l'attention et une protection durant son enfance pour pouvoir développer pleinement son potentiel. Ce n'est pourtant pas l'expérience que vit au moins un quart des enfants dans le monde.

La majorité d'entre eux vivent au sein de communautés défavorisées dans des pays en développement, où ils n'ont pas bénéficié des progrès qui ont tiré bon nombre de leurs pairs vers le haut. Beaucoup souffrent d'un cocktail toxique de pauvreté et de discrimination, étant exclus en raison de ce qu'ils sont : une fille, un réfugié, un membre d'une minorité ethnique ou un enfant handicapé. Ces menaces qui pèsent sur l'enfance existent également dans les pays à revenu élevé. Tous les pays, riches et pauvres, peuvent faire davantage pour s'assurer que chaque enfant jouisse de son droit à l'enfance.

Pour commémorer la Journée internationale des droits de l'enfant, Save the Children lance un indice unique qui étudie les principales raisons pour lesquelles l'enfance prend fin prématurément. L'*Indice de privation de l'enfance* se concentre sur un ensemble d'événements décisifs qui indiquent un bouleversement de l'enfance. Il classe 172 pays en fonction de la situation de l'enfance, de la plus préservée à la plus érodée. Il montre quels pays parviennent, ou ne réussissent pas, à offrir des conditions permettant d'élever et de protéger leurs plus jeunes citoyens. Les indicateurs suivants sont utilisés pour mesurer la privation de l'enfance : mortalité des enfants de moins de cinq ans, malnutrition retardant la croissance, enfants déscolarisés, travail des enfants, mariage précoce, grossesses chez les adolescentes, déplacements provoqués par les conflits et homicides infantiles.

La survie ou le décès d'un enfant, la possibilité qu'il a ou non d'apprendre, sa protection ou les préjudices qu'il subit ne sont pas le simple fruit du hasard. Les enfances brisées résultent de choix qui excluent certains groupes d'enfants, volontairement ou par négligence. Des millions d'enfants voient leur enfance écourtée à cause de leur identité ou de leur lieu de vie.

D'énormes avancées ont été réalisées en faveur des enfants ces 25 dernières années, mais les progrès récemment accomplis dans la lutte contre l'extrême pauvreté n'ont souvent pas profité aux enfants qui en ont le plus besoin, à cause de leur situation géographique, de leur sexe, de leur origine ethnique ou d'un handicap, ou parce qu'ils sont victimes de conflits.

L'expérience de l'enfance repose en grande partie sur l'attention et la protection que les adultes apportent (ou non) à l'enfant. Les enfants ont un droit à la survie, à

DES CENTAINES DE MILLIONS D'ENFANTS À TRAVERS LE MONDE* SONT PRIVÉS DE LEUR ENFANCE

263 MILLIONS
d'enfants sont déscolarisés.

168 MILLIONS
d'enfants prennent part à un travail, dont la moitié (85 millions) exercent un travail dangereux.

156 MILLIONS
d'enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance.

QUELQUE 40 MILLIONS
de filles (âgées de 15 à 19 ans) sont actuellement mariées ou en couple ; 15 millions sont mariées chaque année alors qu'elles sont encore enfants (âgées de moins de 18 ans) et 4 millions d'entre elles sont mariées avant l'âge de 15 ans.

PRÈS DE 28 MILLIONS
d'enfants ont été contraints par les conflits de fuir leur foyer (11 millions sont des réfugiés et des demandeurs d'asile ; 17 millions sont des personnes déplacées internes).

ENVIRON 16 MILLIONS
de filles âgées de 15 à 19 ans (et un million de filles de moins de 15 ans) deviennent mères chaque année.

ENVIRON 8 MILLIONS
de garçons et de filles âgés de 0 à 19 ans décèdent chaque année ; 75 % (6 millions) ont moins de cinq ans[1].

PLUS DE 75 000
garçons et filles de moins de 20 ans ont été assassinés en 2015.

***Les enfants connaissent souvent simultanément plusieurs causes de privation de l'enfance. Au total, quelque 700 millions d'enfants à travers le monde auraient connu au moins l'une de ces causes. Il s'agit d'une estimation prudente, qui sous-estime probablement le nombre total d'enfants privés de leur enfance. Voir la partie Méthodologie et notes de recherches pour plus de détails.**

[1] OMS. *Global Health Estimates 2015: Deaths by Cause, Age, Sex, by Country and by Region, 2000-2015 (Estimations sanitaires mondiales 2015 : décès par cause, âge, sexe, pays et région, 2000-2015).* (Genève, 2016)

l'alimentation et à la nutrition, à la santé et à un abri. Ils ont également le droit d'être encouragés et éduqués, de manière formelle et informelle. Ils ont en outre le droit de ne pas vivre dans la peur et la violence et d'être protégés contre la maltraitance et l'exploitation.

En 2015, les dirigeants du monde se sont rassemblés aux Nations Unies pour prendre un engagement ambitieux : mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes d'ici 2030 et protéger la planète pour les futures générations. Dans leur ensemble, les objectifs de développement durable qu'ils ont fixés dépeignent un avenir où tous les enfants jouiront de leurs droits à la santé, à l'éducation et à la protection ; en résumé, leur droit à l'enfance[2]. Fait crucial, les signataires du nouvel accord ont promis de veiller à ce que cela se produise pour toutes les sphères de la société, quels que soient les revenus, la situation géographique, le sexe ou l'identité. Ils ont également promis que les plus laissés pour compte (les plus exclus de la société) seraient atteints les premiers.

Cette promesse de n'oublier personne doit être tenue. Ce n'est qu'à cette condition que nous concrétiserons son potentiel de transformation de millions de vies d'enfants dans le monde, en garantissant à chacun, sans exception, de jouir de l'enfance qu'il mérite.

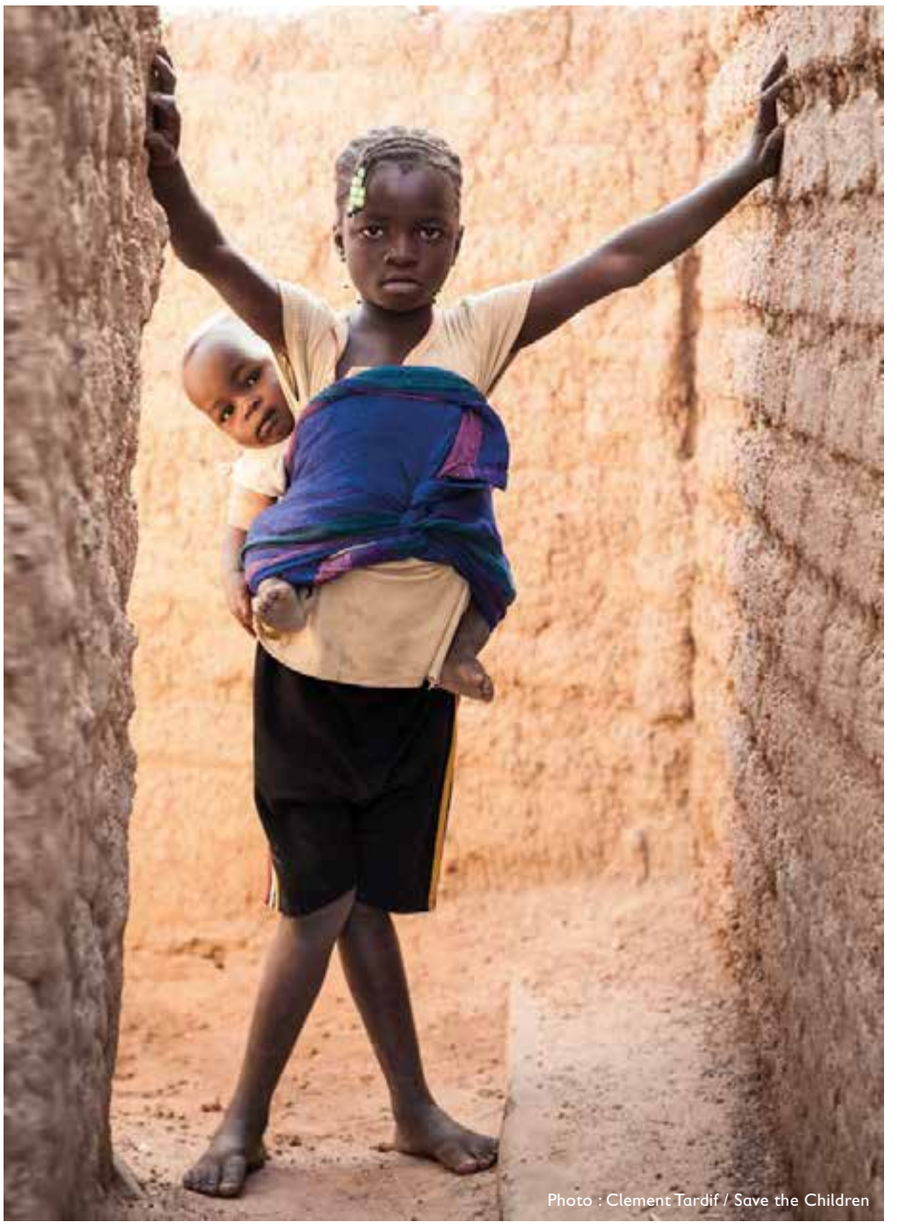


Photo : Clement Tardif / Save the Children

Zeinabou, âgée de neuf ans et issue d'un village reculé du Burkina Faso, souffre d'un handicap qui l'empêche d'aller à l'école. Sa famille n'a pas les moyens de payer les soins médicaux dont elle a besoin et il n'existe aucun système venant en aide aux familles qui sont dans l'incapacité de payer. Elle passe ses journées chez elle, à s'occuper de son petit frère et à fabriquer des balais en paille, qu'elle vend pour générer des revenus.

[2] La Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) représente un consensus mondial sur les conditions de l'enfance. Elle reconnaît l'enfance comme étant un espace distinct de l'âge adulte, défini par un ensemble précis de droits. Ce rapport montre que pour des centaines de millions d'enfants, la promesse de l'enfance qui sous-tend la Convention n'est pas tenue. Pour en savoir plus sur le rôle de la CDE dans la définition du concept de l'enfance, voir *La situation des enfants dans le monde 2005* de l'UNICEF.

PRÉSENTATION DE L'INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE

Le premier *Indice de privation de l'enfance* annuel de Save the Children compare les dernières données en date concernant 172 pays et détermine dans lesquels le plus grand et le plus petit nombre d'enfants sont privés de leur enfance. La Norvège, la Slovénie et la Finlande arrivent en tête du classement. Les dix premiers pays obtiennent de très hauts scores en matière de santé, d'éducation et de protection des enfants. Les États-Unis occupent la 36e place. Le Niger figure à la dernière place parmi les pays étudiés.

Les dix derniers pays (dont sept d'Afrique centrale et de l'Ouest) reflètent l'inverse des dix premiers, avec de faibles scores pour la plupart des indicateurs. Les enfants de ces pays sont ceux qui ont le moins de chances de profiter pleinement de leur enfance, une période qui devrait être consacrée au développement émotionnel, social et physique, ainsi qu'au jeu. Dans ces pays et bien d'autres à travers le monde, les enfants sont privés d'une grande partie de leur enfance.

Bien que les difficultés qui minent l'enfance soient davantage présentes en Afrique centrale et de l'Ouest, on constate quelques signes de progrès. La région a par exemple divisé par deux son taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans depuis 1990. En dépit de leur pauvreté relative, deux pays (le Liberia et le Niger) ont réduit leurs taux de mortalité infantile de plus de deux tiers. Neuf autres pays de la région ont au moins multiplié par trois leur rythme de progression depuis les années 1990 ou inversé une tendance à la hausse des décès d'enfants. Il s'agit du Burkina Faso, du Cameroun, de la République centrafricaine, du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, de la Mauritanie, du Sénégal et de la Sierra Leone[3]. Ces réussites montrent que les choix politiques peuvent avoir plus d'influence que la richesse nationale et que la pauvreté n'empêche pas forcément le progrès.

Les données recueillies pour l'*Indice de privation de l'enfance* démontrent néanmoins d'énormes écarts entre les pays riches et les pays pauvres et le besoin urgent d'accélérer les progrès pour les enfants les plus vulnérables. Ces statistiques vont bien au-delà de simples chiffres. Le désespoir humain et les opportunités manquées que reflètent ces chiffres exigent que tous les enfants, où qu'ils soient, se voient offrir les services, protections et opportunités fondamentaux dont ils ont besoin pour survivre et s'épanouir.

Voir l'*Indice complet de privation de l'enfance*, le classement des pays et les explications sur la méthodologie employée, page 29 et suivantes.

CLASSEMENT DES PAYS DE L'INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2017

LES DIX PREMIERS

Où l'enfance est la moins menacée

Classement	Pays
1	Norvège
1	Slovénie
3	Finlande
4	Pays-Bas
4	Suède
6	Portugal
7	Irlande
8	Islande
8	Italie
10	Belgique, Chypre, Allemagne, Corée du Sud

LES DIX DERNIERS

Où l'enfance est la plus menacée

Classement	Pays
163	Guinée
163	Sierra Leone
165	Burkina Faso
166	Soudan du Sud
167	Tchad
168	Somalie
169	République centrafricaine
170	Mali
171	Angola
172	Niger

[3] Groupe interorganisations des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité infantile (UN IGME). *Niveaux et tendances de la mortalité infantile : Rapport 2015*. (New York, 2015)

DES CAUSES ÉVITABLES QUI TUENT CHAQUE ANNÉE DES MILLIONS D'ENFANTS

Le nombre d'enfants de moins de cinq ans mourant aujourd'hui de causes évitables dans le monde a baissé de moitié par rapport à 1990, grâce à une action mondiale qui a amélioré la couverture et la qualité des soins de santé des mères et des enfants, des vaccinations, du traitement de la pneumonie, de la diarrhée, du paludisme et d'autres maladies mortelles. L'amélioration de la nutrition et de l'accès à la planification familiale a également permis de sauver de nombreuses vies.

Chaque jour, plus de 16 000 enfants meurent avant d'avoir atteint leurs cinq ans, la plupart, de causes qui pourraient être évitées ou traitées.

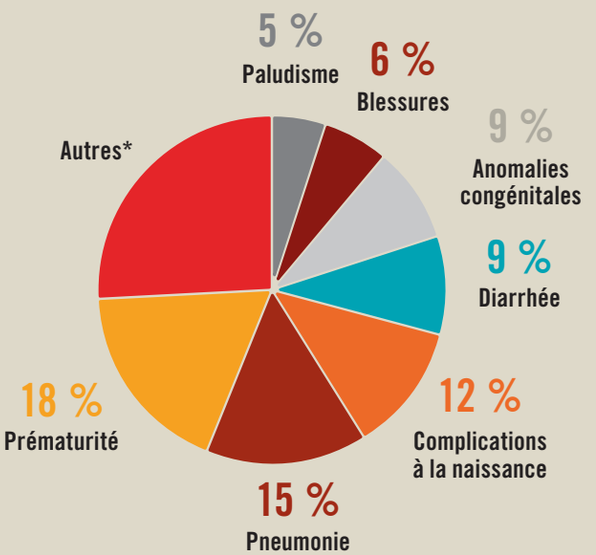
Or, bon nombre des enfants parmi les plus pauvres restent vulnérables à toutes ces pathologies et à d'autres. L'absence de couverture sanitaire universelle, une alimentation inadéquate et l'eau non potable exposent les enfants les plus défavorisés aux plus hauts risques de décès. Les complications lors des accouchements et les infections des nouveau-nés pèsent aussi lourdement dans la balance. Sur les 5,9 millions de décès d'enfants estimés en 2015, près d'un million se sont produits le jour de la naissance et près de deux millions ont eu lieu au cours de la première semaine[4].

Un nombre croissant d'enfants vivent aujourd'hui dans des pays marqués par la fragilité et les conflits[5], dans lesquels ils ont quasiment deux fois plus de risques de mourir avant l'âge de cinq ans que les enfants vivant dans des environnements non fragiles[6]. Ces décès résultent plus souvent de maladies, de malnutrition et de soins de santé inadéquats que de bombes ou de balles[7]. Le conflit qui sévit au Yémen a par exemple tué directement plus de 1 500 enfants depuis mars 2015[8] et a contribué indirectement à 63 000 décès sur la seule année 2016[9].

L'*Indice de privation de l'enfance* montre que les plus forts taux de mortalité infantile se trouvent en Afrique subsaharienne, où les soins médicaux de base ne sont souvent pas disponibles, sont trop éloignés ou coûtent trop cher. En Angola, en République centrafricaine, au Tchad, au Mali, au Nigeria, en Sierra Leone et en Somalie, plus de 10 % des enfants n'atteignent pas l'âge de cinq ans. Cela équivaut au moins à 40 fois le taux enregistré en Finlande, au Japon, en Norvège et à Singapour, où moins de 0,3 % des enfants décèdent avant l'âge de cinq ans.

Au niveau national, les plus forts taux de mortalité infantile sont généralement constatés au sein des groupes défavorisés, en particulier dans les familles pauvres et les minorités ethniques[10]. En Indonésie, aux Philippines et

LES PRINCIPALES CAUSES DE DÉCÈS CHEZ LES ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS



* Inclut la septicémie chez le nouveau-né, la méningite/encéphalite, le VIH/sida, la rougeole, la coqueluche, le tétanos et d'autres maladies

Source : WHO-MCEE estimates for child causes of death (Estimations de l'OMS et du MCEE concernant les causes des décès d'enfants), 2015.

[4] Ibid.
[5] Banque mondiale. Population, total: Fragile and conflict affected situations (Population totale : contextes fragiles et frappés par des conflits). http://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL?locations=F1&view=chart
[6] UNICEF. *S'engager pour la survie de l'enfant : une promesse renouvelée. Rapport de situation 2015.* (New York, 2015)
[7] Save the Children. *La situation des mères dans le monde 2014 : sauver les mères et les enfants en situation de crise humanitaire*. (Westport, Connecticut, 2014)
[8] UNICEF, chiffres extraits du mécanisme de surveillance et de communication de l'information pour le Yémen, du 10 mars 2015 au 31 février 2017, confirmés à travers une correspondance avec l'UNICEF le 14 mars 2017.
[9] Annonce de l'UNICEF faite à la presse par Meritxell Relano, à Sana'a, Yémen, le 11 janvier 2017.
[10] Save the Children. *La loterie de la naissance : donner à chaque enfant les mêmes chances de survie*. (Londres, 2015)

au Sénégal, par exemple, les enfants les plus pauvres ont trois fois plus de risques de mourir avant l'âge de cinq ans que les plus aisés. Au Cambodge, les plus pauvres ont quatre fois plus de risques de mourir que les plus aisés[11]. Au Vietnam, les taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans au sein des minorités ethniques sont plus de quatre fois supérieurs à ceux enregistrés au sein du groupe ethnique majoritaire kinh (53 décès pour 1 000 naissances vivantes contre 12)[12].

Les enfants nés de mères ayant un faible niveau d'éducation meurent également plus nombreux[13]. Au Nigeria, par exemple, les enfants nés de mères n'ayant aucune éducation formelle ont environ trois fois plus de risques de mourir avant l'âge de cinq ans que les enfants dont les mères ont suivi des études au-delà de l'enseignement secondaire[14].

ÉTUDE DE CAS : NIGERIA

Photo : Mike Sunderland / Save the Children

Aisha, âgée d'un an, a failli être le troisième enfant de sa famille à mourir, mais elle a pu survivre grâce à des soins médicaux prodigués rapidement.

Amina vient d'un village très reculé du nord-est du Nigeria. Elle est âgée de 30 ans et n'a reçu aucune éducation formelle. Elle a perdu deux de ses quatre enfants, emportés par des maladies qui peuvent être évitées et traitées par des soins médicaux, une bonne nutrition et des pratiques saines, comme l'hygiène et l'allaitement maternel.

« Mon premier enfant est décédé suite à des problèmes de santé en 2009. Il avait 6 mois », a-t-elle expliqué. « Je ne sais pas de quoi il est mort, mais il souffrait d'une grave diarrhée et d'une sévère malnutrition. Je ne savais absolument pas comment l'aider, car il n'y a pas de centre de soins, d'hôpital, ni de dispensaire dans notre village. Sa mort m'a beaucoup affectée. J'ai perdu mon deuxième enfant, une petite fille, il y a quatre ans. »

Amina et sa famille ont dû fuir leur village il y a trois ans, lorsqu'il a été attaqué par des insurgés. « Nous avons attrapé ce que nous avons pu et nous nous sommes enfuis vers un autre village, où nous sommes restés. Nous avons trop peur de revenir chez nous. Les insurgés ont volé toute notre nourriture et notre bétail, plus rien ne nous attend là-bas. »

« J'ai aujourd'hui deux filles. Aisha est la plus jeune. Une fois par semaine, je vais chercher à manger pour mes enfants dans un dispensaire de Save the Children, où mes enfants sont pesés et où leur état de santé est contrôlé. » Il y a quelques semaines, Aisha est tombée très malade et Amina a eu peur de perdre un autre enfant. « Save the Children m'a amenée ici [dans son centre de stabilisation nutritionnelle pour les enfants] pour pouvoir la soigner correctement. Nous sommes ici depuis cinq jours et son état s'est beaucoup amélioré. Je suis très heureuse d'être ici. On me donne trois repas par jour et des médicaments pour mon bébé. Je suis très reconnaissante qu'Aisha soit encore en vie. »

[11] ICF International, 2015. Statcompiler du programme DHS. Financé par l'USAID. http://www.statcompiler.com. 25 mars 2017
[12] Office statistique général et UNICEF. *Enquête en grappes à indicateurs multiples du Vietnam, 2014, Rapport final.* (Ha Noi, Vietnam, 2015)
[13] UNICEF. *S'engager pour la survie de l'enfant : une promesse renouvelée.* Rapport de situation 2015.
[14] Commission nationale de la population (National Population Commission, NPC) [Nigeria] et ICF International. 2014. Enquête démographique et de santé au Nigeria 2013. (Abuja (Nigeria) et Rockville, Maryland (États-Unis), 2014)

LA MALNUTRITION PRIVE LES ENFANTS DE L'AVENIR AUQUEL ILS ONT DROIT

Un enfant en bas âge qui ne reçoit pas assez de nourriture et de nutriments ne peut pas se développer correctement et peut être trop petit pour son âge. C'est ce qu'on appelle le « retard de croissance », qui empêche les enfants de développer pleinement leur potentiel, aussi bien sur le plan mental que physique.

156 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance dû à la malnutrition ; cela représente environ un quart des enfants dans cette tranche d'âge.

Saida est âgée de 18 ans, mais en paraît plutôt 8. Sa famille explique qu'elle a été sous-alimentée durant son plus jeune âge et qu'elle a souffert d'un retard de croissance. Sa nutrition s'est améliorée par la suite, mais lorsque la guerre a éclaté au Yémen il y a deux ans, elle a de nouveau souffert de malnutrition. Elle est prise en charge à l'hôpital Al-Sabeen de Sana'a, soutenu par Save the Children.

Photo : Save the Children

Le retard de croissance est provoqué par une malnutrition chronique au cours des 1 000 premiers jours de vie d'un enfant (soit depuis le début de la grossesse jusqu'aux deux ans de l'enfant). La malnutrition chronique à ce stade de la vie est en grande partie irréversible et les enfants souffrant d'un retard de croissance se verront toute leur vie privés d'opportunités en matière d'éducation et de travail. Ils ont également plus de risques de succomber à des maladies. La sous-nutrition est responsable de près de la moitié des décès d'enfants de moins de cinq ans[15]. La malnutrition chronique est souvent désignée par le terme de « faim invisible », car elle ne fait pas les gros titres, contrairement à la malnutrition aiguë sévère en temps de crise alimentaire.

Les enfants sous-alimentés ne jouent pas autant que les enfants bien nourris et n'entretiennent pas les mêmes relations avec les personnes qui s'occupent d'eux. Le retard de croissance nuit ainsi au bon développement de leur cerveau et de leur corps. Les enfants recevant une alimentation inadéquate sont privés des échanges indispensables à leur stimulation et à leur apprentissage[16].

Le retard de croissance est provoqué par des cycles vicieux de pauvreté intergénérationnels, auxquels il contribue. Les mères sous-alimentées risquent davantage d'avoir des enfants sous-alimentés. Les enfants souffrant d'un retard de croissance ont souvent de mauvais résultats scolaires et bénéficient d'opportunités professionnelles restreintes plus tard dans la vie ; ils gagnent donc moins d'argent et perpétuent ainsi la pauvreté au sein de leur famille. De faibles revenus, un manque de soins de santé et un accès limité à une bonne nutrition continueront à avoir des répercussions sur leurs enfants.

Cent cinquante-six millions d'enfants de moins de cinq ans à travers le monde souffrent d'un retard de croissance[17]. Au Kenya, 26 % des enfants souffrent d'un retard de croissance. Ce chiffre est de 34 % en Ouganda, de 37 % au Malawi, de 39 % en Inde et de 47 % au Yémen. La malnutrition coûte aux pays plusieurs milliards de dollars en termes de perte de productivité[18] et entraîne de graves difficultés économiques pour les pays en développement, comme ceux qui ont du mal à faire face à la concurrence alors qu'une grande partie de leur main-d'œuvre souffre d'un retard de croissance.

À l'échelle mondiale, la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans diminue progressivement : elle est passée de 40 % en 1990 à 23 % en 2015. Toutefois, les enfants issus de familles et de communautés pauvres restent bien plus exposés à un retard de croissance que les enfants les plus aisés[19]. Au Myanmar, par exemple, 29 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance (soit 1,3 million d'enfants). Les taux les plus élevés se concentrent cependant dans les zones les plus pauvres, principalement peuplées de groupes ethniques minoritaires, où le retard de croissance touche jusqu'à 40 % des enfants[20].

Dans pratiquement tous les pays disposant de données, les taux de retard de croissance sont plus élevés chez les garçons que chez les filles[21]. Cependant, certains facteurs culturels, comme une préférence pour le fils aîné dans de nombreux pays d'Asie du Sud, peuvent engendrer

[15] UNICEF. *S'engager pour la survie de l'enfant : une promesse renouvelée. Rapport de situation 2015.*

[16] Levinger, Beryl. *Nutrition, Health and Education for All* (Nutrition, santé et éducation pour tous) (New York : Programme des Nations unies pour le développement, 1994)

[17] UNICEF/WHO/World Bank Joint Child Malnutrition Estimates (Estimations communes de l'UNICEF/OMS/Banque mondiale sur la malnutrition infantile), édition 2016

[18] Fink et al. « Schooling and wage income losses due to early-childhood growth faltering in developing countries: national, regional, and global estimates » (Manque de scolarisation et pertes de revenus dus à une faible croissance durant la petite enfance dans les pays en développement : estimations à l'échelle nationale, régionale et mondiale). *American Journal of Clinical Nutrition*. 2016: 104-112

[19] UNICEF. Nutrition: Malnutrition. https://data.unicef.org/topic/nutrition/malnutrition/#

[20] Ministère de la Santé et des Sports et ICF International. 2016. *Enquête démographique et de santé au Myanmar 2015-16 : Rapport sur les principaux indicateurs*. (Nay Pyi Taw (Myanmar) et Rockville, Maryland (États-Unis), 2016) ; Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population. *Perspectives de la population mondiale : révision de 2015*. (New York, 2015.)

[21] Save the Children, base de données sur les groupes et les inégalités. Disponible sur : https://campaigns.savethechildren.net/grid

PLUS DE DEUX TIERS DES ENFANTS SOUFFRANT D'UN RETARD DE CROISSANCE À TRAVERS LE MONDE SONT CONCENTRÉS DANS DIX PAYS

Classement		Prévalence du retard de croissance	Estimation du nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance (en millions)*
1	Inde	39 %	48,2
2	Pakistan	45 %	10,7
3	Nigeria	33 %	10,0
4	Indonésie	36 %	8,8
5	Chine	9 %	7,4
6	Éthiopie	38 %	5,7
7	Rép. dém. du Congo	43 %	5,6
8	Bangladesh	36 %	5,5
9	Philippines	30 %	3,3
10	Tanzanie	34 %	3,2

Ces dix pays abritent les plus grands nombres d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance modéré ou sévère.

* Estimations de Save the Children. L'analyse s'est limitée aux pays disposant de données sur le retard de croissance à partir de 2010. Sources : Estimations communes sur la malnutrition infantile de l'UNICEF, l'OMS et la Banque mondiale, édition de septembre 2016, actualisées à l'aide de données extraites de récentes MICS et EDS (disponibles au 1er mars 2017) et de données sur la population extraites de la Division de la population des Nations Unies, *Perspectives de la population mondiale : révision de 2015.*

des différences concernant l'état nutritionnel des filles plus âgées. Dans certains pays, pas moins de la moitié des adolescentes souffrent d'un retard de croissance[22]. En Inde, ce problème touche un tiers des filles âgées de 15 à 19 ans. Au Bangladesh, ce chiffre atteint 44 %. Au Guatemala, il est de 52 %.

Les tendances à l'échelle mondiale montrent une persistance, voire une hausse, des inégalités en matière de retard de croissance dans la plupart des pays. Une analyse des pays en développement disposant de données comparables concernant ces tendances depuis 2000 révèle que les écarts entre les enfants de moins de cinq ans parmi les 20 % les plus pauvres et les 20 % les plus riches se sont accrus dans 21 des 35 pays[23].

ÉTUDE DE CAS : PHILIPPINES

Le retard de croissance est souvent impossible à corriger, mais peut être évité. Aux Philippines, où plus de 30 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance, Janice, encore bébé, semblait destinée à ne pas pouvoir développer son potentiel pour cause de sous-nutrition. Sa mère, Jenelyn, s'est mal alimentée durant sa grossesse et Janice est née frêle, avec une insuffisance pondérale.

Cette famille de cinq personnes avait du mal à subvenir à ses besoins alimentaires, le mari de Jenelyn ayant des revenus irréguliers. Bébé, Janice est restée maladive et léthargique. « Mes deux autres enfants sont minces eux aussi, mais Janice était la seule à être atteinte de torpeur », a expliqué Jenelyn.

Un travailleur sanitaire de Save the Children a diagnostiqué l'état de sous-nutrition de Janice au cours d'une évaluation communautaire. Elle a immédiatement été inscrite à un programme offrant des rations régulières d'aliments thérapeutiques à forte teneur énergétique, spécialement formulés pour remédier à son état. Dans le même temps, les parents de Janice ont suivi des formations sur les soins appropriés aux enfants, l'hygiène, la nutrition et l'allaitement maternel, entre autres pratiques vitales. Jenelyn avoue avoir retenu des leçons importantes de ces séances. « J'ai appris qu'il était important de choisir des aliments nutritifs. De ne pas négliger ses enfants. D'en prendre soin. »

Photo : Save the Children

À un an, Janice a bénéficié d'interventions nutritionnelles juste à temps pour éviter des séquelles à vie.

Après quelques semaines de traitement, la santé de Janice s'est remarquablement améliorée. Elle a montré davantage d'appétit et son poids a atteint un chiffre normal. Elle était plus vive et plus énergique. « Je ne m'attendais pas à ce qu'elle grandisse autant et à ce qu'elle soit encore en vie aujourd'hui », a confié Jenelyn.

[22] Black et al. « Maternal and Child Undernutrition and Overweight in Low-Income and Middle-Income Countries » (La sous-nutrition et le surpoids pondéral chez les mères et les enfants dans les pays à revenu faible et intermédiaire). *The Lancet*, Vol. 382, N° 9890. 2013. p 427-451

[23] Save the Children. *Portions inégales : Mettre un terme à la malnutrition pour tous les enfants sans exception.* (Londres, 2016)

LE MANQUE D'ÉDUCATION ENFERME LES ENFANTS DANS LA PAUVRETÉ

L'éducation des enfants dote la prochaine génération des outils nécessaires pour lutter contre la pauvreté et empêcher les maladies. Elle renforce la confiance, l'alphabétisation et la dignité. Elle bâtit des fondations plus solides pour l'avenir que nous partagerons tous. Pour finir, c'est un droit auquel peut prétendre chaque enfant.

263 millions d'enfants sont déscolarisés, soit plus d'un enfant en âge d'être scolarisé sur six à travers le monde.

En 2000, on comptait 375 millions d'enfants et de jeunes déscolarisés. Aujourd'hui, ce chiffre est tombé à 263 millions[24]. De nombreux enfants déscolarisés sont issus de groupes exclus. Il s'agit d'enfants provenant de milieux défavorisés, souvent des filles, qui vivent dans des pays frappés par des conflits, dans des bidonvilles et des communautés reculées, qui sont membres de minorités ethniques ou de castes inférieures, ou qui souffrent d'un handicap.

Photo : CJ Clarke / Save the Children

Ruksana, âgée de 16 ans, vit dans une petite cabane dans un bidonville de New Delhi, en Inde. Tout comme ses parents, elle n'est jamais allée à l'école. À la place, elle a travaillé, fabriquant des chaussures, et a aidé sa mère à élever ses frères et sœurs après la mort de son père. Il y a deux ans, Ruksana a commencé à suivre des cours dans un centre d'enseignement de Save the Children appelé « Jigyasa », qui signifie « quête de la connaissance ». Le matin, elle assiste à des cours théoriques et trois après-midi par semaine, elle suit une formation professionnelle.

Certains enfants déscolarisés sont allés à l'école par le passé mais ont abandonné, d'autres seront scolarisés à l'avenir, d'autres encore n'iront jamais à l'école. Bon nombre d'enfants scolarisés n'apprennent pas les bases de la lecture et des mathématiques. Pour remédier entièrement à la crise mondiale de l'éducation (et recueillir les fruits de vastes victoires sociales et économiques), une éducation de qualité doit être proposée de manière égale à tous les enfants.

Les filles ont plus de risques que les garçons d'être totalement exclues de l'éducation. Quelque 15 millions de filles n'auront jamais la possibilité d'apprendre à lire et à écrire à l'école primaire, contre environ 10 millions de garçons. Dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, 9 millions de filles n'iront jamais à l'école, contre 6 millions de garçons. L'écart entre les sexes est encore plus grand en Asie du Sud, où 4 filles déscolarisées sur cinq n'intégreront jamais le système d'éducation formel, contre 2 sur 5 pour les garçons déscolarisés[25].

Les enfants handicapés, notamment les filles, ont plus de risques de ne pas intégrer le système scolaire et de ne pas y rester que leurs pairs ne souffrant d'aucun handicap. Cette tendance est plus prononcée dans les pays pauvres[26].

Les enfants réfugiés ont cinq fois plus de risques d'être déscolarisés que les enfants non réfugiés. Le HCR estime que la moitié des enfants réfugiés et plus de trois quarts des adolescents réfugiés sont déscolarisés, contre 9 et 16 % à l'échelle mondiale[27]. Au Liban, qui abrite plus d'un million de réfugiés syriens, plus de 60 % des enfants syriens (soit plus de 225 000) n'étaient pas inscrits à l'école sur l'année scolaire 2015/16[28].

Les attaques perpétrées contre les écoles empêchent également les enfants d'accéder à l'enseignement. En Syrie, par exemple, on a recensé plus de 4 000 attaques contre des écoles durant le conflit[29] et une école sur trois est inutilisable à la suite de dégâts provoqués par des bombes ou parce qu'elle est utilisée comme abri pour des personnes déplacées internes ou occupée par des groupes armés[30].

Les plus forts taux d'enfants déscolarisés sont recensés dans les pays d'Afrique subsaharienne, qui figurent en bas de l'*Indice de privation de l'enfance*, où les écoles se trouvent souvent trop loin et où les familles sont trop pauvres pour financer l'éducation de leurs enfants. Au Tchad et en Somalie, près de la moitié des enfants en âge de fréquenter un établissement primaire ou secondaire sont déscolarisés. Au Niger, 55 % d'entre eux sont déscolarisés, un chiffre qui atteint 61 % à Djibouti et 63 % en Érythrée. Au Soudan du Sud, deux tiers des enfants sont déscolarisés[31].

[24] UNESCO. *Ne laisser personne pour compte : sommes-nous loin de l'enseignement primaire et secondaire universel ?* Document d'orientation 27 / Fiche d'information 37. Juillet 2016

[25] Ibid.

[26] Organisation mondiale de la Santé et Banque mondiale. *Rapport mondial sur le handicap 2011* (Genève, 2011)

[27] HCR. *Missing Out: Refugee Education in Crisis (Laissés pour compte : l'éducation pour les réfugiés est en crise).* (Genève, 2016)

[28] L'évaluation inclut uniquement les enfants en âge de fréquenter un établissement primaire ou secondaire bénéficiant d'un enseignement formel. Inter-Agency Coordination Lebanon. *Education Jan-May 2016 Dashboard (Tableau de bord sur l'éducation janvier-mai 2016).* data.unhcr.org/syrianrefugees/download.php?id=11514

[29] UNICEF. *Children in war-torn Syria risk their lives to go to school (Les enfants victimes de la guerre en Syrie risquent leur vie pour aller à l'école)*, note d'actualité du 21 octobre 2016. https://www.unicef.org/media/media_92943.html

[30] Plus de 7 400 écoles sur les 22 000 qui fonctionnaient avant le conflit sont aujourd'hui fermées ou inaccessibles. Source : OCHA. *2017 Humanitarian Needs Overview – Syrian Arab Republic (Aperçu des besoins humanitaires 2017 – République arabe syrienne).* (2016)

[31] Les taux de déscolarisation au Tchad, en Somalie et au Soudan du Sud ont été estimés à l'aide des données de fréquentation des écoles fournies par les enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MISC) de l'UNICEF, l'UNESCO ne disposant d'aucune donnée récente sur les inscriptions dans les écoles. Voir la partie Méthodologie et notes de recherches pour plus de détails.

LE COÛT ÉCONOMIQUE CONSIDÉRABLE DE LA DÉSCOLARISATION

Pays	Enfants déscolarisés[1]	Coût économique en % du PIB[2]	Coût économique en millions de dollars[3]
Bangladesh	5 %	1,5 %	2 830 $
Cambodge	11 %	1,9 %	340 $
Côte d'Ivoire	21 %	14,1 %	4 470 $
Indonésie	7 %	2,0 %	17 240 $
Mali	39 %	14,2 %	1 810 $
Nigeria	34 %	15,2 %	72 980 $
Pakistan	26 %	5,4 %	14 500 $
RDP du Laos	7 %	1,6 %	200 $
Vietnam	2 %	0,3 %	580 $
Yémen	15 %	3,4 %	1 270 $

Les enfants exclus de l'enseignement primaire gagneront beaucoup moins d'argent toute leur vie. Le coût économique du manque d'éducation de ces enfants déscolarisés, estimé entre 0,3 et 15,2 % du PIB dans ces pays, est bien supérieur aux investissements nécessaires pour offrir un enseignement primaire universel.

[1] Taux de déscolarisation des enfants en âge de fréquenter une école primaire, dernières années disponibles 2010-2015. Source : Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), 2017

[2] Les pertes de PIB sont indiquées sur une échelle macroéconomique, pour l'ensemble des enfants déscolarisés en âge de fréquenter une école primaire. Les estimations concernant le Cambodge, l'Indonésie, la République démocratique populaire du Laos et le Vietnam sont extraites de : Thomas et Burnett. *The Economic Cost of Out-of-School Children in Southeast Asia* (Le coût économique des enfants déscolarisés en Asie du Sud-Est) (Bangkok : UNESCO, 2015). Les estimations concernant tous les autres pays sont extraites de : Thomas et Burnett. *Exclusion From Education: The Economic Cost of Out of School Children in 20 Countries (L'exclusion de l'enseignement : le coût économique des enfants déscolarisés dans vingt pays).* (Qatar, Doha : Educate A Child, 2014)

[3] Les estimations sont arrondies aux 10 millions les plus proches. Il s'agit d'approximations obtenues en multipliant le coût en pourcentage du PIB par le PIB total du pays en 2015, utilisées uniquement à des fins d'illustration. (Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, 2017).

ÉTUDE DE CAS : NIGER

Les frères de Yassira vont à l'école, mais leur famille est très pauvre et Yassira est donc restée à la maison pour aider ses parents à vendre du caillé de soja afin de générer des revenus. Sa situation est loin d'être rare au Niger, où la crise alimentaire qui sévit épuise les ressources des familles. Lorsque des choix drastiques doivent être faits, de nombreuses familles décident d'éduquer leurs fils, mais pas leurs filles. À l'échelle nationale, 39 % des filles en âge d'être scolarisées ne le sont pas, contre 29 % des garçons[32].

Le personnel de Save the Children a entendu parler de la situation de Yassira l'année dernière. Il a collaboré avec le directeur de l'école et les dirigeants locaux pour convaincre le père de Yassira de l'inscrire à l'école. Celui-ci a accepté et Yassira a intégré l'école primaire, en classe de troisième année. Au bout de quelques mois, cependant, elle a dû quitter à nouveau l'école et retourner travailler pour aider sa famille. L'école et ses amis lui manquaient. « Aujourd'hui, ils ont de l'avance sur moi », a-t-elle déclaré. « Ils m'ont laissée derrière eux ».

Pour remédier à la cause profonde du problème qui empêche Yassira d'être scolarisée, le personnel de Save the Children savait qu'il devait aider la famille à améliorer sa stabilité économique. Yassira a reçu une bourse pour couvrir les quatre mois restants de l'année scolaire. Pour améliorer son alimentation et son potentiel de revenus, la famille a reçu trois chèvres et la mère de Yassira a intégré un groupe de femmes faisant pousser des *moringa* (un arbre résistant aux sécheresses possédant des feuilles nutritives). Yassira a repris l'école en février et un professeur particulier l'aide à domicile à rattraper les cours qu'elle a manqués.

Elle est heureuse de retourner à l'école et de rattraper le temps perdu avec des enseignants et ses amis. « Ma matière préférée est la lecture », confie-t-elle. « Plus tard, je veux être enseignante. »

Yassira, âgée de 11 ans, a retrouvé le chemin de l'école après qu'elle et sa famille ont reçu de l'aide de Save the Children.

Photo : Talitha Brauer / Save the Children

[32] Ministère nigérien de l'Enseignement primaire, année 2015-2016 (Annuaire statistique MEP/A/PLN/EC 2015-2016)

DES ENFANTS CONTRAINTS DE TRAVAILLER DANS DES CONDITIONS DANGEREUSES ET D'EXPLOITATION

Le nombre d'enfants travailleurs dans le monde a baissé d'un tiers depuis 2000, mais 168 millions d'enfants seraient toujours pris au piège du travail des enfants, contraints de travailler pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. Plus de la moitié d'entre eux, soit 85 millions d'enfants, exercent un travail dangereux qui compromet directement leur développement physique, mental, social ou éducatif[33].

168 millions d'enfants à travers le monde sont concernés par le travail des enfants. C'est plus que le nombre total d'enfants en Europe.

Les enfants qui travaillent pour aider leurs familles ne sont pas simplement privés d'éducation. Ils sont également privés de repos, de jeu et de loisirs. Ils passent à côté de la possibilité de participer à leur communauté, à la religion et à des activités culturelles et sportives. La privation de ces droits implique, de fait, que de nombreux enfants travailleurs sont privés de leur enfance.

Les enfants pauvres ont bien plus de risques d'être contraints de travailler que les enfants plus aisés[34]. Au Népal, par exemple, 37 % des enfants âgés de 5 à 17 ans sont concernés par le travail des enfants (soit quelque 3,2 millions d'enfants)[35], la plupart dans le secteur de l'agriculture, mais aussi dans l'industrie et le commerce du sexe. Les taux les plus élevés de travail des enfants sont recensés parmi les enfants népalais les plus pauvres, où les taux excèdent 60 %, avec près de neuf enfants travailleurs sur dix qui travaillent dans des conditions dangereuses[36].

Les zones rurales affichent souvent des taux de travail des enfants plus élevés. En Haïti, 22 % des enfants de la zone métropolitaine de Port-au-Prince sont concernés par le travail des enfants, contre 61 % dans les zones rurales[37].

Les taux nationaux de travail des enfants les plus élevés sont recensés en Afrique subsaharienne. Au Cameroun, 47 % des enfants sont concernés par le travail des enfants. En Somalie, 49 % des enfants travaillent. En Guinée-Bissau et au Bénin, ce chiffre s'établit respectivement à 51 et 53 %. Pour finir, il s'élève à 56 % au Mali. Il n'est pas surprenant que ces pays obtiennent les scores les plus bas dans l'*Indice de privation de l'enfance*.

Monzu travaille au ramassage des ordures à Dhaka, au Bangladesh.

Photo : Ken Hermann / Save the Children

[33] Organisation internationale du travail (OIT), Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC). *Mesurer les progrès de la lutte contre le travail des enfants - Estimations et tendances mondiales 2000-2012*. (Genève, 2013)

[34] Dans 55 des 59 pays disposant de données, les taux de travail des enfants sont plus élevés parmi les 20 % d'enfants les plus pauvres que parmi les 20 % d'enfants les plus riches. Dans 38 de ces 55 pays, les enfants les plus pauvres ont au moins deux fois plus de risques d'être concernés par le travail des enfants que les enfants les plus riches. Source : UNICEF, data.unicef.org/topic/child-protection/child-labour/# (consulté le 26 mars 2017)

[35] Calculé à l'aide des estimations de la population de 2015 pour les enfants népalais âgés de 5 à 17 ans provenant du DAES des Nations Unies, Division de la population. *Perspectives de la population mondiale : révision de 2015*

[36] Bureau central de statistique [Népal] et UNICEF Népal. *Enquête en grappes à indicateurs multiples du Népal, 2014, Rapport final*. (Katmandu, Népal, 2015)

[37] Cayemittes, Michel, et al. *Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services, Haïti, 2012*. (Calverton, Maryland : ICF International et MSPP, IHE, 2013)

À l'âge de 12 ans, Omar s'est soudainement retrouvé en charge de sa famille et obligé de travailler pour subvenir aux besoins de sa mère et de son frère cadet, après que son père a été tué dans le conflit syrien et que son frère aîné a rejoint un groupe armé.*

** le nom de l'enfant a été modifié afin de protéger son identité*

Photo : Ahmad Baroudi / Save the Children

EXEMPLES DE FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS DANGEREUSES

- **Servitude domestique**
- **Service militaire**
- **Pêche en eaux profondes**
- **Travail dans des usines textiles**
- **Ramassage du coton**
- **Exploitation de carrières de pierre**
- **Construction**
- **Tissage de tapis**
- **Exploitation minière**
- **Récupération sur les sites d'élimination des déchets**
- **Fabrication de briques**

Pour en savoir plus sur les tâches précises, les dangers, les blessures et les possibles effets sur la santé des enfants associés à ce travail, voir : OIT. *Enfants dans les travaux dangereux. Ce que nous savons, ce que nous devons faire.* (Genève, 2011).

ÉTUDE DE CAS : INDE

Kamal a été contraint d'abandonner l'école à 11 ans, à cause de la pauvreté. Son père est toxicomane et Kamal a grandi dans un environnement violent, marqué par la maltraitance physique et verbale.

Ses parents l'ont forcé à travailler dans un restaurant routier. Pendant deux ans, Kamal a enduré des périodes de travail de 24 heures et un cycle de corvées interminable en tant que cuisinier, agent d'entretien et serveur. Les 73 dollars par mois qu'il gagnait étaient les seuls revenus de sa famille.

Un groupe soutenu par Save the Children, baptisé « Lucky », a entendu parler de sa situation. Des enfants du groupe sont allés affronter les parents de Kamal, insistant pour qu'ils le laissent retourner à l'école. Ils se sont heurtés à une forte résistance, sa famille ayant besoin de l'argent rapporté par Kamal.

Les enfants se sont donc tournés vers le comité de protection des enfants de la communauté, également soutenu par une initiative de Save the Children. Il a fallu un mois de discussions avec les parents de Kamal et son employeur avant d'arriver à les persuader. La difficulté a ensuite été de convaincre les autorités scolaires, peu désireuses de le réintégrer. Les défenseurs de Kamal ont invoqué une loi de 2009 sur le droit à l'éducation et Kamal a été réintégré.

Aujourd'hui âgé de 14 ans, il a d'excellents résultats scolaires. Les groupes d'enfants et quelques enseignants motivés continuent à s'assurer qu'il bénéficie des mêmes chances que les autres. L'école a découvert ses capacités en athlétisme et l'a formé à la course. Kamal a commencé à gagner des courses, ce qui lui a valu la reconnaissance de son école. Son talent a été repéré par les autorités locales, qui lui ont demandé de représenter sa région dans un championnat interdistricts, où il a remporté un trophée.

« Je travaillais et je n'aurais jamais pensé pouvoir étudier à nouveau ni représenter mon district dans un sport », a déclaré Kamal. « Parfois, j'ai l'impression que tout ceci n'est qu'un rêve. J'ai de la chance que le groupe d'enfants Lucky m'ait trouvé. »

Kamal travaillait dans un restaurant routier, dans lequel il effectuait des rotations de 24 heures. Aujourd'hui âgé de 14 ans, il a retrouvé le chemin de l'école et brille en tant qu'athlète. Il a remporté un trophée pour son district à une course de 400 mètres, faisant la fierté de ses parents, de son école, de sa communauté et de son district.

Photo : Nilesh Nikade / Save the Children

Alhaji, âgé de 11 ans, ne va pas à l'école. Il travaille comme ferronnier pour aider sa famille à Kroo Bay, Freetown, en Sierra Leone. Dans son pays, 37 % des enfants âgés de 5 à 14 ans sont concernés par le travail des enfants (soit quelque 621 000 enfants)[38].

Photo : Jonathan Hyams / Save the Children

[38] Calculé à l'aide des estimations de la population de 2013 pour les enfants de Sierra Leone âgés de 5 à 14 ans provenant du DAES des Nations Unies, Division de la population. *Perspectives de la population mondiale : révision de 2015*. Données adaptées, acquises sur le site Internet (https://esa.un.org/unpd/wpp/DataQuery/)

LES EFFETS DÉVASTATEURS DU MARIAGE DES ENFANTS

Le mariage avant l'âge de 18 ans constitue une violation des droits des enfants et est illégal dans un nombre croissant de pays. Or, quelque 40 millions de filles âgées de 15 à 19 ans à travers le monde sont actuellement mariées ou en couple[39]. Chaque année, environ 15 millions de filles supplémentaires sont mariées avant l'âge de 18 ans[40]. Parmi elles, 4 millions sont mariées avant 15 ans[41]. Bon nombre sont mariées de force par leurs parents, à des hommes bien plus âgés qu'elles.

À travers le monde, une fille de moins de 15 ans est mariée toutes les sept secondes.

Le mariage précoce a des effets dévastateurs sur la vie d'une fille, mettant concrètement fin à son enfance en la forçant à devenir adulte et mère avant qu'elle ne soit physiquement et mentalement prête. Les enfants mariées sont souvent isolées et privées de liberté. Elles ont souvent le sentiment de n'avoir aucun pouvoir et sont privées de leurs droits à la santé, à l'éducation et à la sécurité.

Les enfants mariées ont plus de risques de connaître des complications dangereuses durant leurs grossesses et leurs accouchements, de contracter le VIH/sida et de subir des violences conjugales. Ayant un accès restreint à l'éducation et aux opportunités économiques, elles et leurs familles sont davantage exposées à la pauvreté[42].

Le mariage des enfants est un problème mondial qui touche tous les pays, cultures, religions et groupes ethniques. On trouve des enfants mariées dans toutes les régions du monde, du Moyen-Orient à l'Amérique latine, en passant par l'Asie du Sud, l'Europe et l'Amérique du Nord. De nombreux facteurs interviennent dans l'exposition des filles au mariage précoce, notamment la pauvreté, l'idée que le mariage leur offrira une « protection », l'honneur de la famille, les normes sociales et religieuses, ainsi que des protections juridiques inadéquates.

Les filles issues de familles pauvres ont plus de risques d'être mariées jeunes de force. Au Vietnam et aux Philippines, les filles ont au moins sept fois plus de risques d'être mariées alors qu'elles sont encore enfants si elles sont pauvres que si elles appartiennent aux familles les plus riches[43]. Le mariage des enfants est généralement plus répandu dans les zones rurales. En Indonésie, par exemple, 25 % des filles des zones rurales sont mariées avant leurs 18 ans, contre 10 % dans les zones urbaines. Au Pérou, 35 % des filles des zones rurales sont mariées, contre 14 % dans les zones urbaines[44].

Les taux de mariage des enfants les plus élevés sont recensés en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Au Mali, 39 % des filles âgées de 15 à 19 ans sont mariées. Au Soudan du Sud, 40 % sont mariées. Au Bangladesh, ce chiffre atteint 44 %, et 55 % en République centrafricaine. Au Niger, il culmine à 60 %. Dans ces pays, on constate également de fortes disparités. Au Niger, par exemple, une fille sur trois dans la capitale, Niamey, est mariée avant l'âge de 18 ans, contre près de 9 sur 10 dans les régions les plus pauvres[45].

Le mariage des enfants touche également les garçons, mais dans une moindre mesure. Les données concernant la part de garçons mariés avant l'âge de 18 ans sont limitées, mais indiquent que certains des taux les plus élevés sont enregistrés en République centrafricaine (28 %), à Madagascar (13 %), en RDP du Laos (13 %), au Honduras (12 %), au Népal (11 %) et à Cuba (11 %)[46].

Au Bangladesh, Save the Children lutte contre le mariage des enfants à travers des campagnes de sensibilisation et un plaidoyer.

[39] Calculé en multipliant le nombre de filles âgées de 15 à 19 ans actuellement mariées ou en couple dans le monde (14 %) par le nombre total de filles dans cette tranche d'âge (285 millions). Sources : data.unicef.org/topic/child-protection/child-marriage/ ; DAES des Nations Unies, Division de la population. *Perspectives de la population mondiale : révision de 2015*

[40] UNICEF. *Ending Child Marriage: Progress and Prospects (Mettre fin aux mariages d'enfants : progrès et perspectives).* (New York, 2014)

[41] Selon les dernières estimations mondiales en date, 25,9 % des filles sont mariées avant leurs 18 ans et 7,5 % avant leurs 15 ans. Si 29 % des filles dans cette situation sont mariées avant l'âge de 15 ans (7,5/25,9), environ 4,3 % des 15 millions de filles mariées chaque année ont moins de 15 ans. Sources : Ibid et Base de données mondiale des indicateurs des ODD, Indicateur : 5.3.1 - Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ou de 18 ans (consulté le 22 mars 2017)

[42] Girls Not Brides (Des filles, pas des jeunes mariées). http://www.girlsnotbrides.org/what-is-the-impact/

[43] Save the Children, base de données sur les groupes et les inégalités. Disponible sur : https://campaigns.savethechildren.net/grid

[44] Ibid.

[45] Ibid.

[46] UNICEF. Protection des enfants : Mariage des enfants. https://data.unicef.org/topic/child-protection/child-marriage/

Majerah a constaté d'elle-même les difficultés que rencontraient les femmes de sa communauté du fait de l'absence de femmes médecins. Son rêve de devenir médecin et d'aider d'autres femmes a été brisé à l'âge de 14 ans, lorsqu'elle a été mariée contre sa volonté à un homme de dix ans de plus qu'elle.

ÉTUDE DE CAS : AFGHANISTAN

Majerah, âgée aujourd'hui de 17 ans, a été mariée de force il y a trois ans. « J'allais à l'école et je travaillais dur dans l'espoir de devenir médecin », a-t-elle expliqué. « Je voulais pouvoir aider d'autres femmes. Même si ma famille était pauvre, je me suis toujours concentrée sur mes études, en ignorant les difficultés que je rencontrais dans la vie. Je n'ai jamais pu profiter de mon enfance. J'ai été contrainte de basculer dans une vie d'adulte trop jeune. »

Elle a dû quitter l'école lorsqu'elle s'est mariée. Elle était en huitième année et avait les meilleures notes de sa classe. « Lorsque mon père a décidé de me marier, cela m'a brisé le cœur. Personne ne m'a demandé mon avis ou ne s'en est soucié. »

Le mari de Majerah a dix ans de plus qu'elle. Elle vit avec lui et de nombreux membres de sa famille dans une petite maison. Sa belle-famille la traite comme une esclave, l'obligeant à faire toutes les tâches ménagères. Elle ne lui témoigne aucun respect, car elle n'a pas été capable de concevoir d'enfant. Son mari l'a frappée plusieurs fois, lui disant que si elle n'arrivait pas à avoir de bébé au cours des prochains mois, il se remarierait.

« Tous mes rêves ont été brisés à jamais », poursuit Majerah. « J'ai l'impression de ne plus être vivante. On ne peut pas vivre sans espoir et sans rêves. »

Environ 20 % des filles afghanes âgées de 15 à 19 ans sont mariées ou vivent en couple. L'âge légal du mariage en Afghanistan est de 16 ans pour les filles et de 18 ans pour les garçons, mais cette loi est peu appliquée[47].

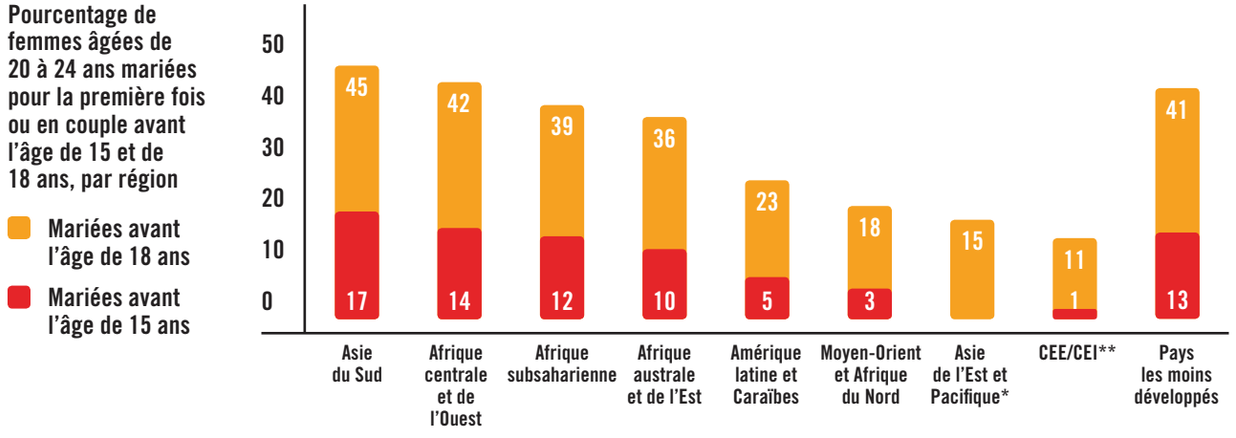
Photo : Save the Children

[47] OMS. *Rapport de situation 2014 sur la prévention de la violence dans le monde 2014.* (Genève, 2014)

Tulasa, âgée de 14 ans, a été mariée à l'âge de 13 ans et a donné naissance à un bébé mort-né environ un an plus tard. Elle vit dans un village reculé du Népal.

Photo : Suzanne Lee / Save the Children

DES POURCENTAGES ALARMANTS D'ENFANTS SONT MARIÉES



* À l'exclusion de la Chine ** CEE/CEI : Europe centrale et de l'Est et Communauté des États indépendants

NB : graphique adapté de data.unicef.org et basé sur des EDS, des MICS et d'autres enquêtes représentatives à l'échelle nationale, 2008-2014. Aucune estimation mondiale, aucune moyenne régionale pour l'Asie du Sud, ni aucune donnée sur la part des femmes mariées avant l'âge de 15 ans en Asie de l'Est et dans le Pacifique n'étaient disponibles lors de la dernière mise à jour en ligne (février 2017). C'est pourquoi les données concernant l'Asie du Sud ont été extraites de : UNICEF, tableaux statistiques du rapport *La situation des enfants dans le monde 2015*. (New York, 2014)

ÉTUDE DE CAS : SOMALIE

Amal a grandi dans un village rural et n'est jamais allée à l'école. Lorsqu'elle a eu 13 ans, son père lui a dit qu'il avait accepté une dot de la part d'un homme qui voulait l'épouser. « J'ai essayé de refuser, mais j'ai été contrainte d'accepter », a expliqué Amal. « Je n'ai pas eu le choix. » Les préparatifs du mariage ont débuté.

Amal a été envoyée chez cet homme, qui avait plus de 30 ans de plus qu'elle. Après la cérémonie de mariage qui a duré deux jours, elle a commencé à redouter ce qui l'attendait. « J'ai décidé de partir. Tous les membres de la famille de l'homme étaient présents, mais je me suis quand même enfuie. Ils se sont tous mis à crier, mais j'ai juste continué à courir. J'ai marché pendant deux heures, jusqu'au village le plus proche. Je suis finalement montée dans un bus plein d'autres personnes, qui m'a amenée en ville. »

Amal a trouvé refuge chez sa tante, membre d'un comité de protection des enfants qui travaille en collaboration avec Save the Children. Sa tante affirme qu'elle n'obligera jamais sa nièce à repartir.

« Je ne veux pas y retourner. Je veux rester ici. », déclare Amal. « J'essaierai de trouver du travail ici, en ville, et je veux également aller à l'école, si possible. Des parents ne devraient pas forcer de jeunes filles à épouser des hommes plus âgés. Les filles ne devraient pas être contraintes contre leur volonté, elles devraient avoir la possibilité d'aller à l'école. »

Amal avait 13 ans lorsque sa famille a décidé de la marier à un homme de plus de 40 ans. Elle a réussi à s'enfuir et s'efforce de reconstruire sa vie.

Photo : Colin Crowley / Save the Children

DES GROSSESSES QUI METTENT EN PÉRIL LES ADOLESCENTES

Chaque année, environ 17 millions de filles deviennent mères, ce qui les oblige à assumer des responsabilités d'adulte et met en péril leur santé, leur éducation et leurs perspectives économiques[48]. La plupart des accouchements d'adolescentes (95 %) ont lieu dans des pays en développement et 9 sur 10 se produisent dans le cadre d'un mariage ou d'une union[49].

Toutes les deux secondes, une fille donne naissance à un enfant

Les grossesses à un jeune âge, où le corps d'une fille n'est pas physiquement assez mature pour accoucher sans complications, ont souvent des conséquences dévastatrices. Les complications durant les grossesses et les accouchements sont la deuxième cause principale de décès chez les adolescentes âgées de 15 à 19 ans dans le monde[50]. De plus, les bébés nés de mères adolescentes sont exposés à un risque bien plus élevé de décès que ceux nés de femmes âgées de 20 à 24 ans[51].

Les jeunes mères ont moins de chances d'être scolarisées et plus de risques de rencontrer des difficultés économiques. Cela les expose, elles et leurs enfants, à un risque d'exploitation, à des problèmes de santé et perpétue le cycle de la pauvreté.

Les grossesses précoces ont également de lourdes répercussions sur les économies des communautés et des nations. Par exemple, si toutes les adolescentes du Kenya terminaient leurs études secondaires et si les plus de 200 000 mères adolescentes dans le pays étaient employées au lieu d'être tombées enceintes, 3,4 milliards de dollars auraient pu s'ajouter à l'économie. Cela équivaut à la valeur de l'ensemble du secteur de la construction au Kenya. Si les adolescentes du Brésil et de l'Inde avaient attendu d'avoir au moins 20 ans pour devenir mères, ces pays auraient une productivité économique supérieure, équivalente respectivement à plus de 3,5 milliards et 7,7 milliards de dollars[52].

La plupart des adolescentes dans les pays en développement ne veulent pas avoir de bébés[53], mais bon nombre ne peuvent pas éviter de tomber enceintes. Elles n'ont pas forcément les connaissances nécessaires sur la contraception ou ont parfois peur de s'adresser à des services de contraception. Les contraceptifs peuvent être trop chers, peu disponibles ou non autorisés par la loi. Les filles ne sont parfois pas non plus en mesure de refuser des relations sexuelles non désirées ou de résister à des rapports sexuels forcés, qui sont généralement non protégés.

Bien que les grossesses très précoces (avant 15 ans) semblent diminuer dans toutes les régions, les grossesses chez les adolescentes plus âgées (de 15 à 17 ans) sont restées stables[54].

Le pourcentage de naissances ayant lieu au cours de l'adolescence est d'environ 2 % en Chine, 18 % en Amérique latine et aux Caraïbes, et excède 50 % en Afrique subsaharienne[55].

La moitié des accouchements d'adolescentes ont lieu dans sept pays seulement : le Bangladesh, le Brésil, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, l'Inde, le Nigeria et les États-Unis[56]. L'Indice de privation de l'enfance montre en quoi les contextes de ces naissances diffèrent. Il existe un lien étroit entre le mariage précoce et la maternité précoce en Asie et dans certaines régions d'Afrique, mais avoir un enfant hors mariage n'est pas rare dans de nombreux pays à revenu élevé ou d'Amérique latine et des Caraïbes.

Les grossesses chez les adolescentes sont plus fréquentes au sein des communautés pauvres, non éduquées et rurales. Les 20 % de filles les plus pauvres en Indonésie affichent des taux de naissance six fois plus élevés que les 20 % les plus aisées. On constate des disparités similaires liées à la pauvreté au Nigeria et au Pérou[57]. Au Rwanda, les filles qui ne bénéficient d'aucun enseignement formel affichent des taux de naissance cinq fois supérieurs à ceux des filles ayant suivi au minimum un enseignement secondaire. En Tanzanie, enfin, le taux des naissances est huit fois plus élevé chez les filles non éduquées que chez celles qui ont suivi un enseignement secondaire[58]. Dans les zones rurales de nombreux pays, les taux d'accouchement chez les adolescentes sont deux fois supérieurs à ceux enregistrés dans les zones urbaines. Au Cambodge et en Éthiopie, les taux de naissance dans les zones rurales sont respectivement trois fois et cinq fois plus élevés dans les zones urbaines[59].

Photo : Jonathan Hyams / Save the Children

Marta, âgée de 16 ans, avec son fils d'un mois, Carlo, à Sinaloa, au Mexique. Les grossesses chez les adolescentes sont fréquentes dans cette zone agricole, tout comme la pauvreté. Marta a rencontré le père de son bébé pendant qu'elle travaillait dans les champs, à récolter des légumes et du foin. Elle a dû quitter l'école durant sa grossesse. « J'ai peur de retourner à l'école et de laisser mon enfant seul », explique-t-elle. « Je ne sais pas comment je pourrais le nourrir. »

[48] Sur les quelque 17 millions de filles qui donnent naissance à des enfants chaque année, 16 millions sont âgées de 15 à 19 ans et un million ont moins de 15 ans. Source : OMS. Aide-mémoire intitulé La grossesse chez les adolescentes. Actualisé en septembre 2014. http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs364/fr/

[49] UNFPA. *État de la population mondiale 2013. La mère-enfant : Face aux défis de la grossesse chez l'adolescente* (New York, 2013)

[50] OMS. *La santé pour les adolescents du monde : Une deuxième chance pour la deuxième décennie* (Genève, 2014)

[51] OMS. La grossesse chez les adolescentes. http://www.who.int/maternal_child_adolescent/topics/maternal/adolescent_pregnancy/fr/

[52] UNFPA. *État de la population mondiale 2013. La mère-enfant : Face aux défis de la grossesse chez l'adolescente* (New York, 2013)

[53] Ibid.

[54] UNICEF. Maternal Health (La santé des mères). https://data.unicef.org/topic/maternal-health/adolescent-health/

[55] OMS. La grossesse chez les adolescentes. http://www.who.int/maternal_child_adolescent/topics/maternal/adolescent_pregnancy/fr/

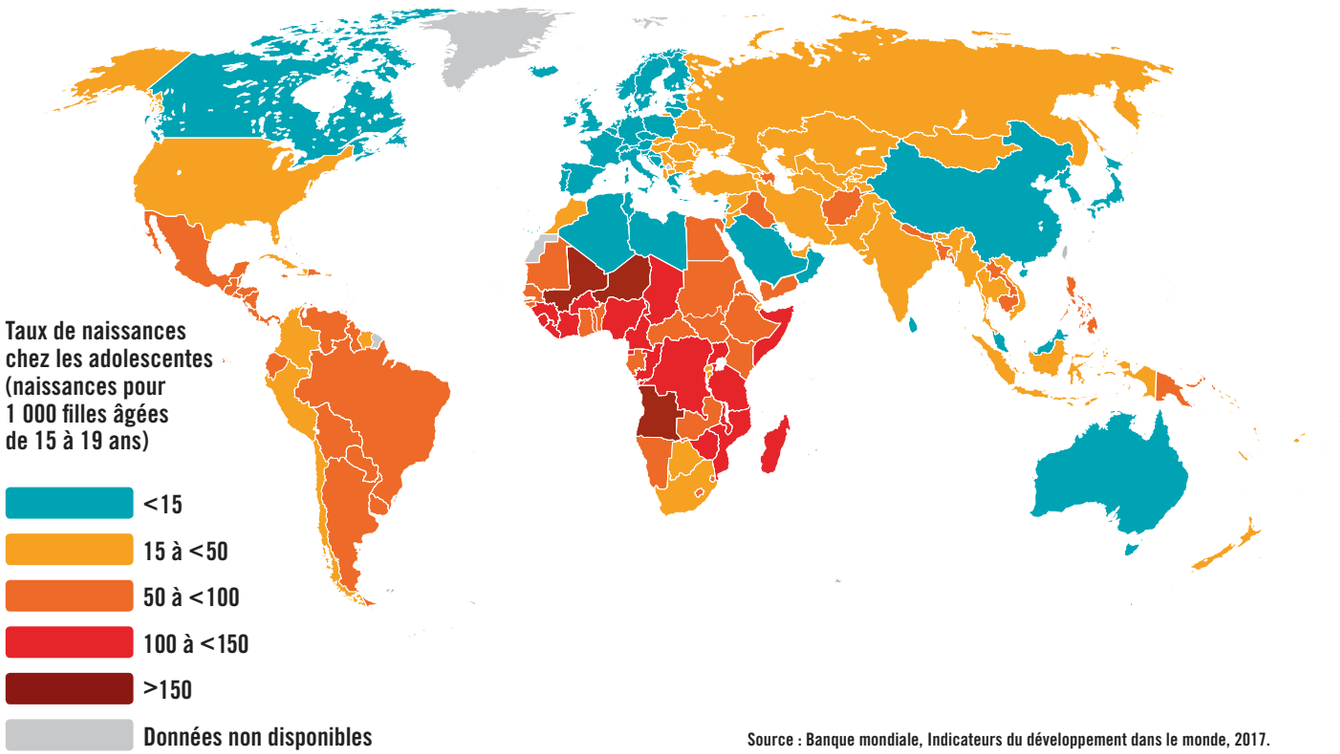
[56] Ibid.

[57] OMS, Health Equity Monitor Database (Base de données sur le suivi de l'équité dans le domaine de la santé), apps.who.int/gho/data/node.main.nHE-1550?lang=en (consulté le 26 mars 2017)

[58] Ibid.

[59] Institut national de la statistique, Direction générale de la santé, et ICF International, 2015. *Enquête démographique et de santé au Cambodge 2014*. Phnom Penh (Cambodge) et Rockville, Maryland (États-Unis), 2015, Central Statistical Agency (CSA) [Éthiopie] et ICF International. *Enquête démographique et de santé en Éthiopie 2016 : Rapport sur les principaux indicateurs*. Addis Abeba (Éthiopie) et Rockville, Maryland (États-Unis), 2016

TAUX DE NAISSANCES CHEZ LES ADOLESCENTES À TRAVERS LE MONDE



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, 2017.

ÉTUDE DE CAS : SIERRA LEONE

Tawa* a abandonné l'école, car elle ne pouvait pas payer les frais, plus ou moins à l'époque où l'épidémie d'Ebola s'est déclarée en Sierra Leone. Durant l'épidémie, toutes les écoles ont été fermées. Vers la fin de l'épidémie, un adolescent a commencé à venir lui rendre visite.

Tawa ne recevait pas beaucoup d'aide de ses parents, car son père est mort lorsqu'elle était enfant et sa mère était âgée. Dans un premier temps, elle a refusé les avances de l'adolescent, mais il a fini par la persuader d'avoir des relations sexuelles avec lui. Cela ne s'est produit qu'une fois et Tawa est tombée enceinte.

Lorsque l'adolescent a appris qu'elle était enceinte, il s'est enfui au Liberia et elle n'a plus jamais entendu parler de lui.

Durant sa grossesse, elle a fait l'objet de moqueries et de commérages de la part des membres de sa communauté, qui lui disaient : « Regardez-moi cette enfant, si petite et déjà enceinte. Elle n'arrivera pas à accoucher toute seule. » Tawa a accouché de son bébé par césarienne à l'hôpital.

Elle ne veut plus tomber enceinte avant d'avoir fini ses études, mais elle a du mal à payer les frais scolaires. « Je suis très stressée, parfois lorsque mon enfant est malade, j'ai du mal à trouver l'argent nécessaire pour l'emmener à l'hôpital. J'ai même du mal à lui trouver de quoi manger. »

Lorsqu'on lui a demandé si elle avait un message à adresser aux autres filles, Tawa a répondu : « L'éducation est la clé de la réussite. Nous devons nous concentrer sur la poursuite de nos études. Devenir infirmières, médecins et pratiquer tout autre type de bon travail qui existe dans ce monde. »

Tawa, âgée de 17 ans, et sa fille Mary, 10 mois.

Photo : Michael Duff / Save the Children

* les noms ont été modifiés afin de protéger leur identité

LA CRISE GRANDISSANTE DES ENFANTS DÉPLACÉS PAR LES CONFLITS

Le nombre de personnes fuyant la guerre et les persécutions atteint aujourd'hui un niveau encore jamais vu au cours de notre histoire. À travers le monde, près de 28 millions d'enfants ont été déplacés de force. Ce chiffre inclut quelque 10 millions d'enfants réfugiés, environ un million d'enfants demandeurs d'asile et on estime à 17 millions le nombre d'enfants déplacés dans leur propre pays par la violence et les conflits[60].

Les conflits ont forcé près d'un enfant sur 80 à quitter son foyer et certains ont même été envoyés en première ligne.

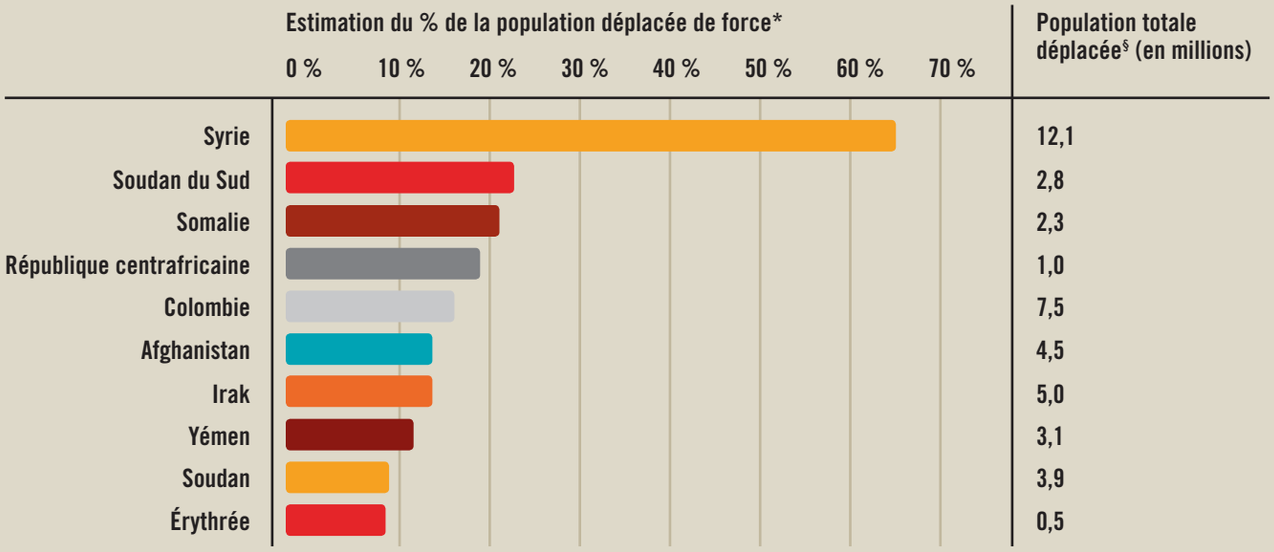
Ces enfants sont souvent privés de leurs droits à la santé, à l'éducation, à la protection et à la liberté de ne pas vivre dans la peur. Beaucoup passeront toute leur enfance loin de chez eux, parfois séparés de leurs familles. Ils ont parfois été témoins d'actes violents ou en ont subi, et sont exposés à un risque de maltraitance, de négligence, de violence, d'exploitation, de trafic ou de recrutement militaire.

Bien que de nombreuses communautés et personnes à travers le monde aient accueilli des enfants réfugiés et migrants, la xénophobie, la discrimination et l'exclusion font peser de sérieuses menaces sur leur vie et leur avenir. Du fait de la barrière de la langue, les enfants et leurs familles ont souvent du mal à recevoir l'aide dont ils ont besoin. Les obstacles juridiques peuvent les empêcher d'accéder aux services d'éducation, de soins de santé et autres.

Bien trop souvent, les enfants sont placés en détention dans le cadre des procédures d'immigration, en attendant que leur cas soit évalué et résolu. Cela a des effets dévastateurs sur leur développement psychologique, social et éducatif. En outre, les politiques de regroupement familial et de retour deviennent plus restrictives, ce qui peut avoir un impact négatif sur les enfants.

Bon nombre de réfugiés parmi les plus jeunes n'ont connu que les conflits et les privations durant leur courte existence. Pour se remettre et contribuer positivement à leurs sociétés, ils doivent avoir la possibilité d'accéder à l'éducation et recevoir de l'aide pour surmonter leurs expériences traumatisantes. Si la communauté internationale ne s'en charge pas, nous paierons tous, collectivement, un prix énorme.

DIX PAYS DANS LESQUELS LES ENFANTS SOUFFRENT LE PLUS DES CONFLITS



* Nombre de personnes relevant de la compétence du HCR§, par origine, en pourcentage du nombre d'habitants de leur pays d'origine, en milieu d'année 2016. Calculs effectués par Save the Children. Sources : HCR, *Tendances à la mi-2016*, Genève, 2017 ; Division de la population des Nations Unies, DAES, *Perspectives sur la population mondiale : révision de 2015*, New York, 2015. Aux fins de cette analyse, nous avons utilisé les projections de population 2016.

§ Inclut les réfugiés, les personnes dans des situations semblables aux réfugiés, les demandeurs d'asile, les réfugiés revenus chez eux, les personnes déplacées internes protégées/aidées par le HCR, y compris celles dans des situations semblables à celles de personnes déplacées internes, les personnes déplacées internes revenues chez elles et les autres personnes relevant de la compétence du HCR.

[60] UNICEF. *Uprooted: The Growing Crisis for Refugee and Migrant Children (Déracinés : la crise grandissante des enfants réfugiés et migrants).* (New York, 2016)

Ahlam (deuxième en partant de la gauche) et sa famille ont été contraints de fuir par deux fois. Ils ont abandonné leur maison à Baiji (dans le nord de l'Irak) pour la première fois il y a trois ans, lorsque l'État islamique s'est emparé de la ville. Deux ans après, ils ont dû s'enfuir à nouveau lorsque l'État islamique a étendu son contrôle à Hawija.

Photo : Gabriele Casin / Save the Children

ÉTUDE DE CAS : IRAK

Ahlam* et sa famille ont enduré des mois de bombardements aériens et de faim avant de fuir leur maison dans le nord de l'Irak. « Mes enfants ont souffert de problèmes psychologiques », explique la mère d'Ahlam. « Ahlam n'arrivait pas à dormir. Elle me répétait « maman, fais-moi sortir d'ici. » Mais nous n'avions nulle part où aller. La guerre était omniprésente. »

La famille est restée à Hawija pendant environ deux ans, avant d'être déplacée une deuxième fois par les conflits. « Nous avons marché pendant sept heures, de nuit, à travers les montagnes », précise Ahlam, âgée de 12 ans. « Nous étions sur la route et il y avait des explosions. Des mines terrestres explosaient. Nous les avons vues. »

« Nous avions peur en permanence », enchaîne sa mère. « Nous étions effrayés et épuisés. Nous avons passé deux jours sans manger ni boire quoi que ce soit. »

Pendant ce temps, Ahlam a été déscolarisée pendant deux ans. Elle et sa famille vivent aujourd'hui dans un camp de déplacés à Qayyara, à environ 65 km de Mossoul. « J'ai laissé derrière moi mes jouets… mon école… avant, j'avais tout. Ici, je n'ai pas de jouets. Je préférerais rentrer chez moi. Cela fait longtemps que nous n'avons pas vu notre maison... J'avais aussi une balançoire. Nous avions la télé chez nous. Je regardais des dessins animés. »

En dépit de ses traumatismes et de ce qu'elle a perdu, la mère d'Ahlam indique que sa fille « a aujourd'hui acquis une certaine liberté et un certain bien-être. » Elle aime se rendre dans une école soutenue par Save the Children, où elle est actuellement en cinquième année. « Aujourd'hui, nous avons étudié les animaux », explique Ahlam. « Les endroits où ils vivent et où ils subviennent à leurs besoins en eau, en oxygène et en nutriments. »

« J'aime aller à l'école pour apprendre », ajoute-t-elle. « Je veux devenir ingénieur ou médecin. Il me faut savoir lire et écrire pour devenir médecin. »

* les noms ont été modifiés afin de protéger les identités

DE JEUNES VIES ÉCOURTÉES OU PROFONDÉMENT MARQUÉES PAR LA VIOLENCE

Un enfant qui grandit ne devrait pas souffrir de violence, ni en être témoin ou en avoir peur. Sur la seule année 2015, plus de 75 000 garçons et filles de moins de 20 ans ont été assassinés ; 59 % étaient des adolescents âgés de 15 à 19 ans[61]. Chacune de ces morts représente des centaines, voire des milliers d'autres enfants qui vivent dans des environnements de violence ou de maltraitance, exposés à des menaces répétées pour leur survie et leur bon développement.

Chaque jour, plus de 200 garçons et filles sont assassinés dans le monde.

Les actes de violence physique à l'encontre des enfants peuvent être commis par n'importe qui, mais les adultes occupant des positions de confiance et d'autorité (comme les personnes en charge d'enfants et les enseignants) sont souvent cités comme des auteurs de violences. L'usage de la force à l'encontre d'enfants est également fréquent entre pairs. Les violences communautaires chroniques (exposition fréquente et permanente à l'usage d'armes, de drogues et de violence aveugle) sont courantes principalement lorsque les gouvernements offrent peu de protection aux enfants.

L'exposition à la violence peut perturber le développement normal d'un enfant et nuire à son bien-être, à court et à long terme. Cela peut notamment avoir pour conséquences des troubles du comportement, comme une agressivité et une incapacité à se lier aux autres, des troubles émotionnels comme la dépression et l'anxiété, et des problèmes de santé comme un sommeil perturbé et des cauchemars.

Les homicides infantiles et l'exploitation d'enfants existent dans tous les pays, riches et pauvres, mais les taux d'homicides infantiles sont les plus élevés en Amérique latine et aux Caraïbes, où les activités criminelles violentes sont en hausse depuis dix ans. Le classement de bas de tableau de certains pays d'Amérique latine dans l'*Indice de privation de l'enfance*, qui constitue une surprise, notamment compte tenu de leur richesse nationale relative, reflète les hauts niveaux de violence sociétale.

Dans les communautés au sein desquelles les activités des gangs sont répandues, la peur des gangs empêche parfois les élèves d'aller à l'école et les jeunes d'occuper des emplois. Selon un rapport, près de 40 000 enfants au Salvador ont abandonné l'école en 2015, principalement par peur pour leur propre sécurité[62].

Dans toutes les régions du monde, les taux d'homicides parmi les garçons sont plus élevés que parmi les filles. La différence entre les deux sexes est particulièrement frappante en Amérique latine et aux Caraïbes, où les garçons ont sept fois plus de risques d'être assassinés que les filles[63].

La violence à l'encontre des enfants provoque des dégâts au niveau sociétal, notamment des coûts directs et indirects dus à la hausse des dépenses sociales et à la perte de productivité économique. Une récente étude a estimé que le coût économique sur la durée de vie des nouveaux cas de maltraitance d'enfants aux États-Unis s'élevait à 124 milliards de dollars. Ce calcul inclut les coûts sur la durée de vie de 210 012 dollars par victime de maltraitance ayant survécu et de 1,3 million de dollars par victime ayant succombé[64]. Les mêmes auteurs ont estimé que le coût économique de la maltraitance d'enfants en Asie de l'Est et dans le Pacifique excédait 160 milliards de dollars, sur la base des pertes économiques résultant des décès, des maladies et des comportements à risque pour la santé imputables à la maltraitance d'enfants[65].

Un proche pleure aux funérailles de Maria Eduarda Alves de Conceicao, 13 ans, tuée par une balle perdue au cours d'un échange de tirs entre la police et des personnes soupçonnées de trafic de drogue à Rio de Janeiro, au Brésil.

Photo : AP Photo / Leo Correa

[61] OMS. *Global Health Estimates 2015: Deaths by Cause, Age, Sex, by Country and by Region, 2000-2015 (Estimations sanitaires mondiales 2015 : décès par cause, âge, sexe, pays et région, 2000-2015)*. (Genève, 2016)

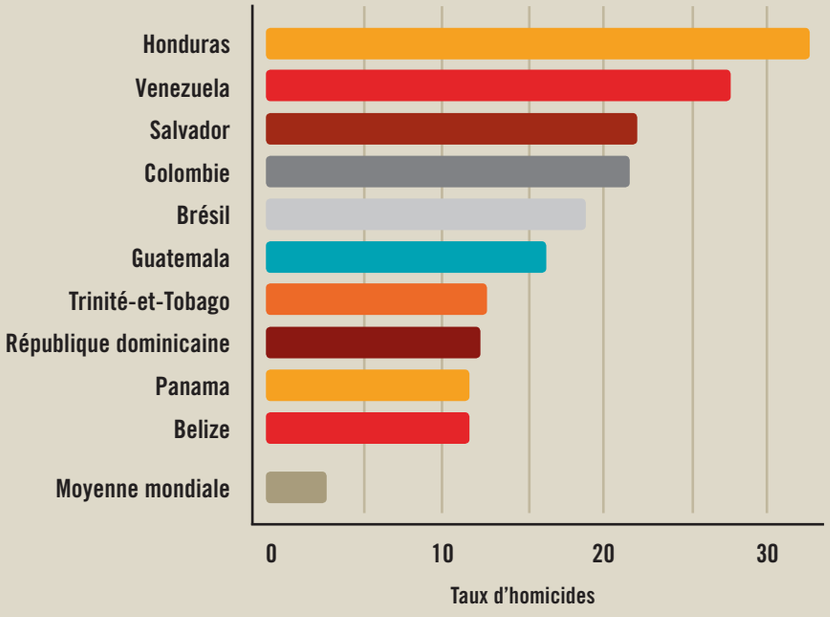
[62] Madeleine Schwartz. « El Salvador: A Town Without Violence? » (Salvador : une ville sans violence ?) *NYR Daily*, 27 janvier 2017. nybooks.com/daily/2017/01/27/el-salvador-a-town-without-violence/

[63] UNICEF. *Hidden in Plain Sight: A statistical analysis of violence against children (Cachés en pleine lumière : analyse statistique de la violence faite aux enfants)*. (New York, 2014)

[64] Fang, X., et al., « The Economic Burden of Child Maltreatment in the United States and Implications for Prevention » (La charge économique de la maltraitance infantile aux États-Unis et les répercussions sur la prévention), *Child Abuse & Neglect*, vol. 36, n° 2, 2012, p. 156-165

[65] Fang, X., D. Brown et P. Corso, Rapport analytique du projet « Development of Regional Costing Model to Estimate the Economic Burden of Child Maltreatment in the East Asia and Pacific Region » (Élaboration d'un modèle régional de calcul des coûts pour estimer la charge économique de la maltraitance des enfants dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique). Bangkok, 2013 (non publié), cité dans : UNICEF. *Hidden in Plain Sight: A statistical analysis of violence against children (Cachés en pleine lumière : analyse statistique de la violence faite aux enfants)*. (New York, 2014)

LES DIX PAYS AFFICHANT LES PLUS FORTS TAUX D'HOMICIDES INFANTILES SE TROUVENT TOUS EN AMÉRIQUE LATINE ET AUX CARAÏBES



Estimation du nombre de victimes d'homicides parmi les enfants et les adolescents âgés de 0 à 19 ans, pour 100 000 habitants en 2015.

Taux calculés par Save the Children. Sources des données : OMS. *Global Health Estimates 2015: Deaths by Cause, Age, Sex, by Country and by Region, 2000-2015 (Estimations sanitaires mondiales 2015 : décès par cause, âge, sexe, pays et région, 2000-2015).* (Genève, 2016) ; DAES des Nations Unies, *Division de la population. Perspectives de la population mondiale : révision de 2015*

ÉTUDE DE CAS : SALVADOR

Juan*, âgé de 13 ans, a perdu son cousin dans des violences entre gangs, il y a un peu plus d'un an. « Il était comme mon frère », a-t-il déclaré. « Je suis très triste et je ne parviens pas à exprimer ce que je ressens, le fait de savoir que du jour au lendemain, il n'était plus là. »

« Je suis rentré chez moi et j'ai trouvé une autre cousine et mon frère en larmes. J'ai eu un étrange pressentiment, mon esprit s'est mis à galoper. J'ai demandé à ma cousine ce qui se passait et elle n'a pas répondu, elle s'est contentée de pleurer. Puis elle m'a dit « Ils l'ont tué ». J'ai senti mon cœur se broyer, de la façon la plus cruelle qui soit. J'ai commencé à me remémorer les nombreux moments passés avec lui. Je n'arrivais pas à croire que cela ne faisait que quelques heures que je l'avais vu en vie. Ce jour-là, je me suis assis seul, très loin, dans un endroit que je suis le seul à connaître. »

« Je n'avais jamais éprouvé une telle douleur. Je voyais parfois aux actualités qu'une personne avait été tuée ; c'est devenu normal de nos jours. J'espère que vous me pardonnerez de dire cela, mais c'est une plaisanterie cruelle. Il y a des morts chaque jour ; des jeunes disparaissent ou on les tue. »

« J'ai rêvé de lui trois fois. Il me serre dans ses bras et me dit qu'il sera toujours avec moi. Il prépare une valise, prend un bain et me dit qu'il part pour un long voyage dont il ne reviendra pas. Je me réveille après avoir fait ce rêve avec l'envie de partager mon chagrin. J'ai décidé de ne jamais m'automutiler, comme le font les autres lorsqu'ils ont des problèmes, car à mes yeux, ce n'est pas bien. »

Juan pense qu'il ne se remettra jamais totalement de l'impact psychologique causé par le décès de son cousin, mais sa participation aux programmes de thérapie artistique et de développement des jeunes de Save the Children l'a aidé à gérer ses sentiments et à retrouver espoir en l'avenir. « L'enseignant nous aide à nous détendre, nous demande de ressentir le vent et d'imaginer qu'un nuage effleure notre peau. Nous avons également fait de la peinture. J'ai dessiné deux masques. Un qui rit et un qui pleure. J'ai expliqué que j'ai dû rire et que je suis drôle, mais que j'ai également pleuré. Je cache ma tristesse derrière ma gaieté. »

* les noms ont été modifiés afin de protéger les identités

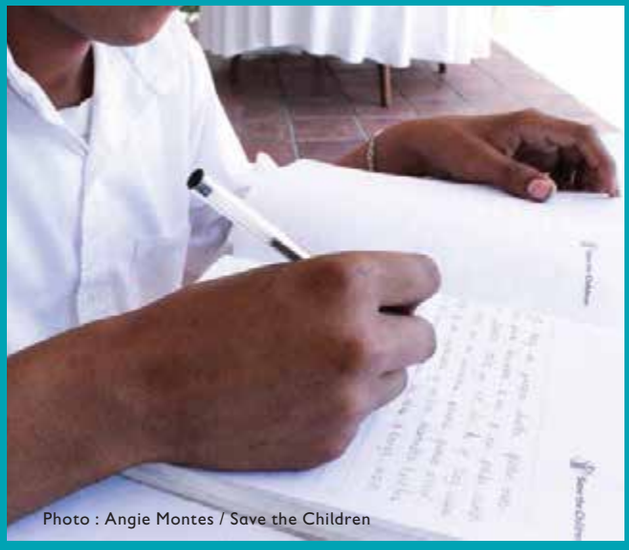


Photo : Angie Montes / Save the Children

Ci-dessus : une petite banderole commémorative indique l'endroit où Estuardo Samuel Ochoa, 15 ans, a été tué devant son école, à Guatemala. L'école est située dans le quartier notoire de Canalitos, dirigé par des gangs, où les taux d'abandon des études ne cessent de grimper. Deux enseignants et trois élèves ont été tués depuis 2010.

À droite : avec l'aide de Save the Children, les élèves de la même école organisent des ateliers d'instauration de la paix. La banderole derrière eux indique « La paix est en vous. Transmettez-la. »

Photos : Souvid Datta / Save the Children

Rosy, âgée de 16 ans, avait échappé à son passé de maltraitance. Elle vivait dans un foyer, s'occupait de son bébé, suivait des cours du soir et se montrait optimiste quant à son avenir. Quelques mois plus tard, elle a été assassinée.

Photo : Susan Warner / Save the Children

ÉTUDE DE CAS : BOLIVIE

Rosy* s'est enfuie de chez elle à l'âge de 13 ans, pour échapper à une vie de maltraitance. N'ayant nulle part où aller, elle a fini dans la rue. « J'avais tout le temps peur et froid », explique-t-elle. Elle a fini par trouver un emploi dans la construction, un travail difficile pour une jeune fille, mais c'était la meilleure des alternatives.

À 15 ans, elle était enceinte. Un médecin bienveillant l'a aidée à sortir de la rue et a mobilisé les services sociaux pour la placer dans un foyer pour adolescentes enceintes que Save the Children soutient à l'aide de programmes complémentaires. Elle et son bébé y ont reçu l'aide dont ils avaient besoin. Son fils Diego* est devenu sa source d'inspiration. « Mon bébé me fait sourire et me donne de la force », a-t-elle expliqué à une personne qui l'a interrogée au refuge en octobre 2015. Rosy, qui avait 16 ans à l'époque, construisait les bases d'un avenir meilleur, en mangeant bien, en s'occupant de son bébé et en étudiant assidument pour progresser. « J'espère que je pourrai avoir une maison et une vie normale », a-t-elle poursuivi.

Quelques mois plus tard, elle a quitté le foyer, impatiente de commencer sa nouvelle vie. Elle s'est installée avec le père de son enfant. Personne ne sait exactement ce qui s'est passé ensuite. En août 2016, les informations télévisées ont annoncé que Rosy était morte après avoir été jetée d'un minibus par son petit ami. Ses amis ont confirmé cette histoire. Le personnel de Save the Children n'a pas pu savoir ce qu'était devenu son fils, Diego. On ne sait pas vraiment non plus si une enquête a été entamée ou si des charges ont été retenues contre le petit ami de Rosy. L'absence de suivi est malheureusement courante dans des cas comme celui-ci. Bien trop souvent, les enfants les plus vulnérables sont aussi les plus invisibles.

*les noms ont été modifiés afin de protéger les identités

RECOMMANDATIONS

En septembre 2015, les dirigeants du monde se sont réunis et ont convenu d'un cadre mondial ambitieux visant à mettre fin à la pauvreté, baptisé *Programme de développement durable à l'horizon 2030*, qui inclut 17 objectifs de développement durable (appelés ODD ou objectifs mondiaux). Les ODD promettent un avenir où tous les enfants jouiront pleinement de leur enfance (sans malnutrition ni violence, avec un accès à des soins de santé et une éducation de qualité) et renforcent les obligations envers les enfants énoncées dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. Mais surtout, il s'agit d'un avenir dans lequel aucun enfant ne sera oublié.

Comme le montre ce rapport, il nous reste encore beaucoup à faire pour concrétiser cette vision. Des millions d'enfants à travers le monde sont laissés pour compte, volontairement ou par négligence. Ils sont privés de soins de santé de qualité et d'un apprentissage fondamental simplement en raison de leur identité ou de leur lieu de vie. Les filles, les enfants réfugiés, les enfants des rues, les enfants ayant certaines origines ethniques ou religieuses, les enfants handicapés et issus de régions pauvres et défavorisées au sein des pays, ainsi que les enfants touchés par des crises, des conflits ou une fragilité, font tous l'objet d'une discrimination qui les empêche d'exploiter pleinement leur potentiel. S'il laisse certains enfants pour compte, notamment les plus exclus, le monde ne sera pas capable d'atteindre les ODD en l'espace d'une génération.

C'est pourquoi Save the Children s'est engagée à collaborer avec les gouvernements et d'autres parties prenantes pour veiller à ce que des progrès soient accomplis dans la réalisation des ODD. Save the Children s'est engagée à atteindre *tous les enfants, sans exception*, en s'attaquant aux obstacles qui privent des millions d'enfants de survie, d'apprentissage et de protection. Conformément à la promesse des Objectifs mondiaux de n'oublier personne, les droits des enfants issus de toutes les sphères de la société doivent être respectés et ceux qui accusent le plus fort retard doivent être atteints les premiers. Tous les enfants méritent d'avoir une enfance.

Nous appelons les dirigeants du monde à accorder de la valeur aux enfants et à leur droit à la survie, à l'épanouissement et à la protection, en tenant les engagements pris en vertu des ODD et en prenant des mesures immédiates pour mettre en œuvre la promesse de n'oublier personne, et surtout pas des enfants. Cette promesse est un engagement à veiller à ce que les buts et les cibles des ODD soient atteints pour toutes les nations, tous les peuples et toutes les sphères de la société.

Pour cela, les gouvernements devront apporter trois garanties clés pour les enfants :

1. Investir dans les enfants

Pour atteindre les ODD et s'assurer que tous les enfants ont accès à des services de base de qualité, y compris à des services de protection, notamment sociale, les gouvernements (y compris les donateurs) doivent se procurer les ressources nécessaires. Ils doivent veiller à ce que ces ressources atteignent les enfants exclus conformément à la priorité d'investir des fonds publics pour les enfants définie par le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies. Un meilleur investissement de fonds publics en faveur des enfants exclus doit aller de pair avec la suppression des obstacles financiers empêchant l'accès aux services et des mesures visant à garantir une sécurité financière minimum pour tous les enfants, à travers une protection sociale sensible aux enfants.

2. Veiller à ce que tous les enfants soient traités de manière équitable

Mettre fin aux politiques, normes et comportements discriminatoires, comme ceux qui empêchent les filles d'accéder aux services de santé ou refusent d'accueillir un enfant à l'école en raison de son origine ethnique ou de son sexe. Pour aider les enfants à accéder à des services de qualité, les gouvernements doivent également mettre en place des systèmes permettant d'enregistrer chaque enfant à sa naissance.

3. Comptabiliser et inclure tous les enfants, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent

Les gouvernements doivent s'assurer que tous les enfants, notamment les enfants exclus, sont comptabilisés dans les données utilisées pour mesurer les progrès au regard des ODD. Les données devraient être recueillies par âge, groupe économique, sexe, race, origine ethnique et secteur géographique ou statut migratoire et être rendues publiques dans des formats accessibles. Les gouvernements devraient fixer des cibles intermédiaires en matière d'équité avec des dates intermédiaires pour aider les enfants les plus en retard à rattraper leurs pairs. Qui plus est, les enfants exclus (filles et garçons) devraient participer à l'élaboration des politiques et des budgets et recevoir de l'aide pour contrôler les progrès et mettre les gouvernements face à leurs responsabilités.

Outre ces garanties mondiales transversales, des mesures précises sont nécessaires pour remédier à chacune des causes mettant fin à l'enfance, étudiées dans ce rapport, en faisant tout ce qui est possible pour tenir les engagements pris dans le cadre des ODD. Nous appelons donc tous les gouvernements à s'assurer que :

Aucun enfant ne meurt de causes qui peuvent être évitées ou traitées :

- Les gouvernements doivent axer la priorité sur les services essentiels pour la santé des femmes, des enfants et des adolescents, dans le cadre de leurs initiatives visant à instaurer une couverture sanitaire universelle en tant qu'élément clé de leurs systèmes nationaux de santé d'ici 2030. Les gouvernements donateurs devraient aider les pays à instaurer une couverture sanitaire universelle.

- Dans les environnements fragiles, exposés aux catastrophes et présentant des besoins humanitaires, les gouvernements doivent garantir la mise à disposition d'un ensemble fondamental de services de santé et de nutrition pouvant sauver des vies, protéger et promouvoir la santé des femmes, des enfants et des adolescents, en tenant compte de leurs contextes particuliers ainsi que de leurs besoins et vulnérabilités spécifiques.

- Les gouvernements devraient garantir, dans leurs plans sanitaires nationaux, un ensemble fondamental de services de qualité en matière de nutrition et de santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile, y compris l'accès à des soins de qualité, à des médicaments et à des vaccins, accessibles à l'ensemble de la population et gratuits au point d'utilisation, en mettant largement l'accent sur les soins de santé primaires.

Aucun enfant ne se voit privé d'un avenir à cause de la malnutrition :

- Pour les gouvernements n'ayant mis en place aucune cible nationale, les gouvernements nationaux et les gouvernements donateurs doivent fixer de telles cibles pour pouvoir démontrer les progrès accomplis à l'égard des cibles mondialement convenues par l'Assemblée mondiale de la santé en matière de nutrition.

Tous les enfants ont accès à une éducation de qualité :

- Les plans gouvernementaux devraient s'assurer que tous les garçons et filles suivent des études de base entièrement gratuites, équitables, sans danger et de qualité, aboutissant à des résultats d'apprentissage pertinents et efficaces.

- Toutes les filles et tous les garçons devraient avoir accès à un développement de la petite enfance, à des soins des enfants en bas âge et à une éducation préprimaire de qualité afin de les préparer à l'enseignement primaire.

- Les gouvernements doivent collaborer pour s'assurer qu'aucun enfant ne cesse d'étudier parce qu'il se retrouve prisonnier d'une situation de crise.

- Les gouvernements devraient garantir qu'aucun enfant réfugié ou migrant ne soit déscolarisé pendant plus de trente jours et tenir les engagements pris dans la *Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants de 2016* et lors du sommet sur les réfugiés qui a eu lieu aux États-Unis.

Aucun enfant ne se voit privé d'un avenir à cause d'un mariage ou d'une grossesse :

- Les gouvernements devraient élaborer et mettre en œuvre les réformes juridiques nécessaires, comme rehausser l'âge légal du mariage, et s'attaquer aux normes sociales nuisibles et à la pauvreté, qui favorisent le mariage des enfants.

- Dans le cadre de la couverture sanitaire universelle, les gouvernements devraient inclure l'accès à des informations et à des services de qualité en matière de santé sexuelle et reproductive dans leurs plans et systèmes de santé nationaux.

Aucune jeune vie n'est écourtée à cause de la violence ou du travail forcé :

- Les gouvernements devraient élaborer et mettre en œuvre des lois, des politiques, des services et d'autres mesures administratives pour empêcher et répondre à toutes les formes de violence, de maltraitance et de négligence à l'encontre de tous les enfants.

- Les gouvernements devraient encourager les activités génératrices de revenus pour permettre aux familles et aux communautés d'accroître leurs ressources domestiques et communautaires, et garantir une sécurité financière minimum pour tous les enfants.

Des enfants courent sur le toit d'une école communautaire pour les réfugiés syriens dans le district d'Obour au Caire, en Égypte.

Photo : Sima Diab / Save the Children

Sanjana, âgée de cinq ans, ramasse des ordures qu'elle vend à des fins de recyclage dans un bidonville aux abords de New Delhi, en Inde. Save the Children vient en aide à cette communauté à travers son unité sanitaire mobile.

Photo : CJ Clarke / Save the Children

CLASSEMENT DES PAYS DE L'INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE

Classement	Pays	Score
1	Norvège	985
1	Slovénie	985
3	Finlande	983
4	Pays-Bas	982
4	Suède	982
6	Portugal	981
7	Irlande	980
8	Islande	979
8	Italie	979
10	Allemagne	978
10	Belgique	978
10	Chypre	978
10	République de Corée	978
14	Espagne	976
14	France	976
16	Japon	974
16	Suisse	974
18	Australie	973
18	Grèce	973
18	Luxembourg	973
21	Danemark	972
21	Israël	972
23	Royaume-Uni	971
24	Lituanie	970
25	Croatie	969
26	Estonie	967
26	Pologne	967
28	Nouvelle-Zélande	964
29	Hongrie	962
30	Lettonie	956
31	Malte	953
32	Biélorussie	951
33	Singapour	949
34	Qatar	947
35	Bosnie-Herzégovine	942
36	États-Unis	941
37	Fédération de Russie	940
38	Koweït	938
39	Ukraine	937
40	Kazakhstan	935
41	Chine	928
41	Serbie	928
43	Oman	927
44	Monténégro	926
45	Liban	924
45	Tunisie	924
47	Arabie saoudite	922
48	Maldives	920
49	Bulgarie	917
49	Île Maurice	917
51	Jordanie	915
52	Roumanie	914
53	Chili	913
54	Arménie	912
54	Bahamas	912
56	Anc. Rép. youg. de Macédoine	910
56	Tonga	910
58	Samoa	909
59	Barbade	905
59	Turquie	905
61	Algérie	903
61	Cuba	903
61	Sri Lanka	903
64	Brunei Darussalam	896
65	Malaisie	894
66	Costa Rica	892
67	Argentine	883
67	Fidji	883
67	Sainte-Lucie	883
70	Mongolie	880
71	Albanie	877
71	Trinité-et-Tobago	877
73	Jamaïque	872
74	Seychelles	871
74	Uruguay	871
76	Moldavie	867
77	Turkménistan	865
78	Ouzbékistan	862
78	RPD de Corée	862
80	Iran	860
81	Surinam	859
82	Palestine	858
83	Maroc	853
84	Thaïlande	852
85	Cap-Vert	851
85	Géorgie	851
87	Azerbaïdjan	835
88	Égypte	830
89	Brésil	821
90	Mexique	819
91	Kirghizistan	816
92	Vietnam	815
93	Bhoutan	813
94	Tadjikistan	812
95	Équateur	808
96	Philippines	807
96	Vanuatu	807
98	Belize	801
99	Panama	800
100	Botswana	796
101	Indonésie	793
102	Paraguay	790
103	Afrique du Sud	788
103	Pérou	788
105	Namibie	777
105	Swaziland	777
107	Gabon	775
108	Guyana	771
109	Iles Salomon	766
109	Nicaragua	766
111	Ghana	761
112	Myanmar	757
112	Rwanda	757
114	Bolivie	756
114	Sao Tomé-et-Principe	756
116	Inde	754
117	Cambodge	753
118	Colombie	752
119	Kenya	750
120	République dominicaine	741
121	Haïti	733
122	Timor oriental	732
123	Irak	730
124	Congo	728
125	Venezuela	724
126	Salvador	723
127	Djibouti	715
128	Sénégal	699
129	Comores	688
130	RDP du Laos	684
130	Togo	684
132	Liberia	681
132	Ouganda	681
134	Bangladesh	680
134	Népal	680
136	Papouasie-Nouvelle-Guinée	674
137	République arabe syrienne*	668
138	Zimbabwe	664
139	Éthiopie	657
140	Yémen*	653
141	Burundi	650
142	Honduras	648
143	Gambie	645
144	Soudan	639
145	Tanzanie	635
146	Zambie	633
147	Guatemala	624
148	Pakistan	621
149	Malawi	619
150	Lesotho	611
151	Érythrée	608
152	Afghanistan	602
153	Guinée équatoriale	601
154	Bénin	592
155	Mauritanie	591
156	Guinée-Bissau	589
157	Madagascar	587
158	Côte d'Ivoire	586
159	Cameroun	585
160	Mozambique	578
160	Nigeria	578
162	République démocratique du Congo	558
163	Guinée	546
163	Sierra Leone	546
165	Burkina Faso	541
166	Soudan du Sud	488
167	Tchad	473
168	Somalie	470
169	République centrafricaine	428
170	Mali	414
171	Angola	393
172	Niger	384

Les scores de l'indice reflètent le niveau moyen de performance à travers un ensemble de huit indicateurs liés à la santé, à l'éducation, au travail, au mariage, à la maternité et à la violence à l'égard des enfants. Si un pays n'a pas été inclus dans cette analyse, cela est dû uniquement à l'absence de données suffisantes (le pays ne possédait pas d'estimations concernant au moins trois indicateurs). Voir page 30 pour l'ensemble de données sous-jacent, y compris les données manquantes. Les couleurs reflètent la mesure dans laquelle les enfants sont privés de leur enfance. Pour plus de détails, voir la partie Méthodologie et notes de recherches.

* En temps de conflit, il est difficile et dangereux de recueillir des données. Les dernières données disponibles en date pour les pays touchés par des conflits sont souvent antérieures aux escalades de la violence et ne reflètent pas la dure réalité à laquelle sont confrontés les enfants dans ces environnements. En Syrie, par exemple, des preuves récentes indiquent que les taux de travail des enfants et de mariage des enfants ont augmenté. Ces tendances ne sont pas reflétées dans les données ni dans le classement de l'indice.

- Peu d'enfants privés de leur enfance
- Quelques enfants privés de leur enfance
- De nombreux enfants privés de leur enfance
- La plupart des enfants privés de leur enfance

INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2017 COMPLET

Cause de privation de l'enfance	L'enfant décède	L'enfant souffre d'une grave malnutrition	L'enfant est déscolarisé	L'enfant commence à travailler	L'enfant se marie	L'enfant a un enfant	L'enfant est victime de violence extrême		Indice de privation de l'enfance 2017	
Indicateur	Taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans (nombre de décès pour 1 000 naissances)	Retard de croissance chez les enfants (% d'enfants âgés de 0 à 59 mois)	Enfants déscolarisés en âge de fréquenter un établissement primaire ou secondaire (%)	Enfants concernés par le travail d'enfants (% d'enfants âgés de 5 à 14 ans)	Adolescentes actuellement mariées ou en couple (% de filles âgées de 15 à 19 ans)	Taux de naissances chez les adolescentes (naissances pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans)	Population déplacée de force par les conflits (% du nombre total de personnes)	Taux d'homicides infantiles (décès pour 100 000 enfants âgés de 0 à 19 ans)	Score (sur 1 000)	Classement (sur 172)
	2015	2011-2016+	2011-2016+	2011-2016+	2011-2016+	2015	2016	2015		
Afghanistan	91,1	40,9	28,0	29,4 y	19,7	71,2	13,5 c	2,1	602	152
Afrique du Sud	40,5	23,9 x	14,4 x	…	3,3	44,4	0,0	9,0	788	103
Albanie	14,0	23,1 x	8,3	5,1 x,y	6,5 x	21,8	1,3	1,3	877	71
Algérie	25,5	11,7	…	5,0	3,1 a,b	10,5	0,0	1,8	903	61
Allemagne	3,7	1,3 x	…	…	2,0	6,4	0,0	0,5	978	10
Ancienne République yougoslave de Macédoine	5,5	4,9	13,1 x	12,5	4,3	17,3	0,5	0,5	910	56
Angola	156,9	37,6 a	31,1 x	…	…	161,9	0,2	4,2	393	171
Antigua-et-Barbuda	8,1	…	11,0	…	…	43,9	0,1	1,6	–	–
Arabie saoudite	14,5	9,3 x	5,6	…	4,5 b,x	8,4	0,0	2,5	922	47
Argentine	12,5	8,2 x	3,1	4,4	12,7 x	63,8	0,0	2,0	883	67
Arménie	14,1	9,4 a	7,8 x	3,9 x	7,9 x	22,5	0,7	0,3	912	54
Australie	3,8	2,0 x	2,8	…	0,5 b	13,8	0,0	0,3	973	18
Autriche	3,5	…	…	…	2,7	6,8	0,0	0,4	–	–
Azerbaïdjan	31,7	18,0	6,4	6,5 x,y	9,9 x	61,0	6,4	0,9	835	87
Bahamas	12,1	…	5,7 x	…	2,4 x	28,7	0,1	6,6	912	54
Bahreïn	6,2	…	…	…	5,3 b,x	13,4	0,0	0,2	–	–
Bangladesh	37,6	36,1	28,0	4,3 y	44,2 a,b	82,6	0,0	1,6	680	134
Barbade	13,0	7,7	5,5	1,9	2,4	39,4	0,1	6,2	905	59
Belgique	4,1	…	0,8	…	2,2	8,1	0,0	0,4	978	10
Bélize	16,5	15,0 a	10,8	3,2 y	20,8 a	65,1	0,1	11,1	801	98
Bénin	99,5	34,0	24,1	52,5 a	16,0 a	81,8	0,0	2,2	592	154
Bhoutan	32,9	33,6 x	16,3	2,9 x	15,2 x	20,2	2,0	0,7	813	93
Biélorussie	4,6	4,5 x	1,9	1,4	7,5	17,6	0,1	0,6	951	32
Bolivie (État plurinational de)	38,4	18,1	12,1	26,4 x,y	11,6	70,4	0,0	6,4	756	114
Bosnie-Herzégovine	5,4	8,9	…	5,3 x	0,7	8,2	4,6	0,7	942	35
Botswana	43,6	31,4 x	…	9,0 x,y	…	31,0	0,0	2,1	796	100
Brésil	16,4	7,1 x	7,3	8,1 y	3,9 b,x	66,7	0,0	18,2	821	89
Brunéi Darussalam	10,2	19,7 x	9,6	…	…	20,8	0,0	0,2	896	64
Bulgarie	10,4	…	8,6	…	8,4	36,8	0,0	0,4	917	49
Burkina Faso	88,6	32,9	42,0	39,2 x	31,5	107,2	0,0	4,9	541	165
Burundi	81,7	57,5 x	25,4	26,3 x	8,6 x	27,9	4,9	2,3	650	141
Cambodge	28,7	32,4	22,8 x	19,3 y	15,6 a	52,2	0,1	0,9	753	117
Cameroun	87,9	31,7	24,1	47,0 y	20,1 a	102,4	0,9	4,9	585	159
Canada	4,9	…	…	…	2,2	9,5	0,0	0,8	–	–
Cap Vert	24,5	…	11,6	6,4 y	8,1 x	73,2	0,0	3,0	851	85
Chili	8,1	1,8	5,6	6,6 y	5,7	47,5	0,0	2,6	913	53
Chine*	10,7	9,4 x	11,6 x,z	…	3,1 b	7,3	0,0	0,6	928	41
Chypre	2,7	…	3,0	…	3,1	4,9	0,0	0,2	978	10
Colombie	15,9	12,7 x	7,3	9,7 y	13,7 x	48,7	15,4 c	22,1	752	118
Comores	73,5	32,1	26,9	22,0	16,4	67,1	0,1	2,2	688	129
Congo*	45,0	21,2	10,4 z	23,3 y	16,1 a	116,1	0,4	3,2	728	124

* Afin d'inclure le plus grand nombre possible de pays dans les classements, les données concernant la scolarisation dans ces 27 pays ont été extraites d'enquêtes, en l'absence de données récentes sur les inscriptions.

… Données non disponibles ou obsolètes (antérieures à 2005)

x Les données font référence à l'année la plus récente disponible durant la période 2005-2010.

y Les données diffèrent de la définition standard (à interpréter avec prudence).

z Les données sont extraites de la source secondaire (à interpréter avec prudence).

§ Inclut l'Afrique australe et de l'Est, l'Afrique centrale et de l'Ouest, Djibouti et le Soudan

‡ Europe centrale et de l'Est et Communauté des États indépendants

\+ Les données font référence à l'année la plus récente disponible durant la période de référence.

a Estimation à partir des récentes EGIM ou EDS (en attendant une nouvelle analyse)

b L'estimation n'inclut pas les unions consensuelles.

c Il existe des preuves de recrutement et d'utilisation d'enfants (p. ex. en tant qu'enfants soldats).

d Inclut les populations déplacées en provenance de Serbie et du Kosovo

** À l'exclusion de la Chine

NB : pour connaître la définition des indicateurs, les sources de données primaires et secondaires, les seuils de prévalence et les classifications régionales, voir la partie Méthodologie et notes de recherches.

Les effets d'ombre reflètent la prévalence :

- Modérée
- Forte
- Très forte

INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2017 COMPLET

Cause de privation de l'enfance	L'enfant décède	L'enfant souffre d'une grave malnutrition	L'enfant est déscolarisé	L'enfant commence à travailler	L'enfant se marie	L'enfant a un enfant	L'enfant est victime de violence extrême		Indice de privation de l'enfance 2017	
Indicateur	Taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans (nombre de décès pour 1 000 naissances)	Retard de croissance chez les enfants (% d'enfants âgés de 0 à 59 mois)	Enfants déscolarisés en âge de fréquenter un établissement primaire ou secondaire (%)	Enfants concernés par le travail d'enfants (% d'enfants âgés de 5 à 14 ans)	Adolescentes actuellement mariées ou en couple (% de filles âgées de 15 à 19 ans)	Taux de naissances chez les adolescentes (naissances pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans)	Population déplacée de force par les conflits (% du nombre total de personnes)	Taux d'homicides infantiles (décès pour 100 000 enfants âgés de 0 à 19 ans)	Score (sur 1 000)	Classement (sur 172)
	2015	2011-2016+	2011-2016+	2011-2016+	2011-2016+	2015	2016	2015		
Costa Rica	9,7	5,6 x	6,7	4,1	9,0	56,0	0,0	3,4	892	66
Côte d'Ivoire*	92,6	29,6	38,4 z	26,4	20,7	135,6	1,7	3,8	586	158
Croatie	4,3	…	4,3	…	2,0	9,2	0,9	0,2	969	25
Cuba	5,5	…	9,5	…	15,8 a	45,1	0,1	1,4	903	61
Danemark	3,5	…	4,2	…	3,5	4,0	0,0	0,4	972	21
Djibouti	65,3	33,5	60,5 x	7,7 x	4,2 b,x	21,2	0,2	2,3	715	127
Égypte	24,0	22,3	7,2	7,0 y	14,4 b	51,3	0,0	2,9	830	88
Émirats arabes unis	6,8	…	…	…	6,7 b,x	30,1	0,0	0,8	–	–
Équateur	21,6	25,2	6,2	3,0 y	20,0 x	75,6	0,1	3,3	808	95
Érythrée	46,5	50,3 x	63,1	…	…	53,0	9,2	2,2	608	151
Espagne	4,1	…	0,7	…	3,5	8,3	0,0	0,2	976	14
Estonie	2,9	…	3,7	…	4,4	12,4	0,0	0,5	967	26
États-Unis	6,5	2,1	5,1	…	5,8 x	21,2	0,0	2,5	941	36
Éthiopie*	59,2	38,4 a	34,8 z	27,4	19,0	56,6	0,2	3,0	657	139
Fédération de Russie*	9,6	…	1,3 z	…	7,5 x	22,7	0,1	1,3	940	37
Fidji	22,4	…	7,8	…	7,6 b,x	45,2	0,1	1,2	883	67
Finlande	2,3	…	2,0	…	0,5	6,4	0,0	0,6	983	3
France	4,3	…	0,3	…	2,7	8,8	0,0	0,4	976	14
Gabon*	50,8	17,5	9,3 z	13,4	13,5	97,7	0,0	2,7	775	107
Gambie*	68,9	24,5	34,5 z	19,2 x	23,8	112,5	1,3	4,6	645	143
Géorgie	11,9	11,3 x	4,0	18,4 x	10,6 x	38,3	7,2	1,6	851	85
Ghana	61,6	18,8	14,5	21,8	6,4 a	66,1	0,1	4,8	761	111
Grèce	4,6	…	3,6	…	1,8	7,2	0,0	0,4	973	18
Grenade	11,8	…	6,2	…	…	29,6	0,3	0,5	–	–
Guatemala	29,1	46,5	22,5	25,8 y	19,8 a	80,1	0,3	16,0	624	147
Guinée	93,7	31,3	39,9	28,3	33,2	139,6	0,3	4,5	546	163
Guinée-Bissau*	92,5	27,6	34,5 x,z	51,1 a,y	11,4 a	87,5	0,2	5,3	589	156
Guinée équatoriale	94,1	26,2 x	…	…	22,0	107,5	0,0	1,2	601	153
Guyane	39,4	12,0	15,0	18,3 y	13,3 a	87,6	0,1	5,3	771	108
Haïti*	69,0	21,9	9,9 z	24,4	12,1	38,9	0,5	10,7	733	121
Honduras	20,4	22,7	19,0	15,3 y	22,6	64,3	2,6	32,8	648	142
Hongrie	5,9	…	5,3	…	0,6	17,7	0,0	0,3	962	29
Île Maurice	13,5	…	8,5	…	7,0	28,3	0,0	0,6	917	49
Iles Marshall	36,0	…	22,7	…	21,1 x	85,0 z	0,0	…	–	–
Iles Salomon	28,1	32,8 x	31,2 x	…	12,5 x	47,4	0,0	1,3	766	109
Inde	47,7	38,7	18,6	11,8 x	21,1 b	23,3	0,0	1,0	754	116
Indonésie	27,2	36,4	14,3	6,9 x,y	12,8	49,2	0,0	1,8	793	101
Irak	32,0	22,6	22,0 x	4,7	20,7 b	84,8	13,2 c	6,0	730	123
Iran (République islamique de)	15,5	6,8	11,9	11,4 x,y	21,1 b	26,3	0,2	1,2	860	80
Irlande	3,6	…	0,8	…	1,1	10,1	0,0	0,3	980	7
Islande	2,0	…	6,4	…	0,6	5,7	0,0	0,0	979	8
Israël	4,0	…	2,0	…	2,8 b	9,3	0,0	0,8	972	21

* Afin d'inclure le plus grand nombre possible de pays dans les classements, les données concernant la scolarisation dans ces 27 pays ont été extraites d'enquêtes, en l'absence de données récentes sur les inscriptions.

… Données non disponibles ou obsolètes (antérieures à 2005)

x Les données font référence à l'année la plus récente disponible durant la période 2005-2010.

y Les données diffèrent de la définition standard (à interpréter avec prudence).

z Les données sont extraites de la source secondaire (à interpréter avec prudence).

§ Inclut l'Afrique australe et de l'Est, l'Afrique centrale et de l'Ouest, Djibouti et le Soudan

‡ Europe centrale et de l'Est et Communauté des États indépendants

\+ Les données font référence à l'année la plus récente disponible durant la période de référence.

a Estimation à partir des récentes EGIM ou EDS (en attendant une nouvelle analyse)

b L'estimation n'inclut pas les unions consensuelles.

c Il existe des preuves de recrutement et d'utilisation d'enfants (p. ex. en tant qu'enfants soldats).

d Inclut les populations déplacées en provenance de Serbie et du Kosovo

** À l'exclusion de la Chine

NB : pour connaître la définition des indicateurs, les sources de données primaires et secondaires, les seuils de prévalence et les classifications régionales, voir la partie Méthodologie et notes de recherches.

Les effets d'ombre reflètent la prévalence :

- Modérée
- Forte
- Très forte

INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2017 COMPLET

Cause de privation de l'enfance	L'enfant décède	L'enfant souffre d'une grave malnutrition	L'enfant est déscolarisé	L'enfant commence à travailler	L'enfant se marie	L'enfant a un enfant	L'enfant est victime de violence extrême		Indice de privation de l'enfance 2017	
Indicateur	Taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans (nombre de décès pour 1 000 naissances)	Retard de croissance chez les enfants (% d'enfants âgés de 0 à 59 mois)	Enfants déscolarisés en âge de fréquenter un établissement primaire ou secondaire (%)	Enfants concernés par le travail d'enfants (% d'enfants âgés de 5 à 14 ans)	Adolescentes actuellement mariées ou en couple (% de filles âgées de 15 à 19 ans)	Taux de naissances chez les adolescentes (naissances pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans)	Population déplacée de force par les conflits (% du nombre total de personnes)	Taux d'homicides infantiles (décès pour 100 000 enfants âgés de 0 à 19 ans)	Score (sur 1 000)	Classement (sur 172)
	2015	2011-2016+	2011-2016+	2011-2016+	2011-2016+	2015	2016	2015		
Italie	3,5	…	2,8	…	1,5	5,9	0,0	0,2	979	8
Jamaïque	15,7	5,7	…	3,3	3,4	58,8	0,1	10,3	872	73
Japon	2,7	7,1 x	1,1	…	0,6 b,x	4,0	0,0	0,2	974	16
Jordanie	17,9	7,8	10,2	1,6 x,y	5,9 b	22,6	0,1	1,2	915	51
Kazakhstan	14,1	8,0	1,0	2,2 x	4,6	27,2	0,0	0,9	935	40
Kenya	49,4	26,0	13,2	…	11,9 a	90,2	0,0	2,4	750	119
Kirghizstan	21,3	12,9	11,0	25,8 y	13,9 a	39,2	0,1	1,9	816	91
Kiribati	55,9	…	…	…	15,8 x	16,4	0,0	4,3	–	–
Koweït	8,6	5,8	9,0	…	4,9 b,x	9,4	0,0	0,7	938	38
Lesotho	90,2	33,2	24,1	…	17,7 a	93,2	0,0	8,8	611	150
Lettonie	7,9	…	4,5	…	2,6	13,3	0,0	0,8	956	30
Liban	8,3	…	20,1	1,9 x	3,3 b,x	12,2	0,2	1,7	924	45
Liberia*	69,9	32,1	18,8 z	20,8 x	14,3	107,1	0,2	4,1	681	132
Libye	13,4	21,0 x	…	…	…	6,2	7,1	0,9	–	–
Lituanie	5,2	…	2,1	…	2,1	10,4	0,0	0,6	970	24
Luxembourg	1,9	…	8,8	…	1,0	5,7	0,0	0,1	973	18
Madagascar*	49,6	49,2 x	28,7 x,z	22,9 y	33,7 x	114,8	0,0	5,5	587	157
Malaisie	7,0	17,7	17,0	…	6,0 b,x	13,7	0,0	1,1	894	65
Malawi	64,0	37,1 a	14,5	39,3 y	23,5 a	135,3	0,0	0,4	619	149
Maldives*	8,6	20,3 x	1,6 x,z	…	5,0 b,x	6,2	0,0	1,2	920	48
Mali	114,7	30,4 a	47,3	55,8 a,y	38,9 a	173,7	1,3 c	6,2	414	170
Malte	6,4	…	10,4	…	0,5	16,4	0,0	0,3	953	31
Maroc	27,6	14,9	15,9	8,3 x	11,0 b	31,4	0,0	0,6	853	83
Mauritanie	84,7	27,9 a	36,7	37,6 a,y	27,8 a	77,9	1,1	5,2	591	155
Mexique	13,2	12,4 a	15,2	10,4 a	15,4 a	62,2	0,1	5,5	819	90
Mongolie	22,4	10,8	8,6 x	15,2 y	5,3 a	15,0	0,2	2,0	880	70
Monténégro*	4,7	9,4	3,3 z	12,5 y	2,1	12,0	0,4	0,7	926	44
Mozambique	78,5	43,1	27,1	22,2 x	37,1	136,9	0,0	0,9	578	160
Myanmar	50,0	29,2 a	29,4	…	12,5 b	16,2	1,8 c	1,5	757	112
Namibie	45,4	23,1	14,9 x	…	5,4	76,2	0,1	3,7	777	105
Nauru	35,4	24,0 x	18,9	…	18,3 x	105,3 z	0,0	…	–	–
Népal	35,8	37,4	13,4	37,4 y	24,2	71,3	0,1	1,8	680	134
Nicaragua	22,1	23,0 x	10,4 x	…	24,2 x	88,1	0,1	6,3	766	109
Niger	95,5	43,0	54,6	30,5	59,8	201,2	0,8	6,7	384	172
Nigeria*	108,8	32,9	32,0 z	24,7	28,8	109,3	1,4 c	4,9	578	160
Norvège	2,6	…	2,3	…	0,1	5,9	0,0	0,2	985	1
Nouvelle-Zélande	5,7	…	2,0	…	0,5 b,x	23,3	0,0	0,7	964	28
Oman	11,6	14,1	3,7	…	3,3 a,b	7,5	0,0	1,4	927	43
Ouganda	54,6	34,2	20,3 x	16,3 y	20,0	108,9	0,5	4,3	681	132
Ouzbékistan	39,1	19,6 x	5,0	…	4,9 x	17,6	0,0	0,7	862	78
Pakistan	81,1	45,0	42,9	…	13,1 b	38,3	0,7	5,4	621	148
Palestine	21,1	7,4	14,3	5,7 x	9,3 a,b	58,1	2,2	2,5 z	858	82

* Afin d'inclure le plus grand nombre possible de pays dans les classements, les données concernant la scolarisation dans ces 27 pays ont été extraites d'enquêtes, en l'absence de données récentes sur les inscriptions.
… Données non disponibles ou obsolètes (antérieures à 2005)
x Les données font référence à l'année la plus récente disponible durant la période 2005-2010.
y Les données diffèrent de la définition standard (à interpréter avec prudence).
z Les données sont extraites de la source secondaire (à interpréter avec prudence).
§ Inclut l'Afrique australe et de l'Est, l'Afrique centrale et de l'Ouest, Djibouti et le Soudan
‡ Europe centrale et de l'Est et Communauté des États indépendants
\+ Les données font référence à l'année la plus récente disponible durant la période de référence.
a Estimation à partir des récentes EGIM ou EDS (en attendant une nouvelle analyse)
b L'estimation n'inclut pas les unions consensuelles.
c Il existe des preuves de recrutement et d'utilisation d'enfants (p. ex. en tant qu'enfants soldats).
d Inclut les populations déplacées en provenance de Serbie et du Kosovo
** À l'exclusion de la Chine
NB : pour connaître la définition des indicateurs, les sources de données primaires et secondaires, les seuils de prévalence et les classifications régionales, voir la partie Méthodologie et notes de recherches.

Les effets d'ombre reflètent la prévalence :
Modérée
Forte
Très forte

INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2017 COMPLET

Cause de privation de l'enfance	L'enfant décède	L'enfant souffre d'une grave malnutrition	L'enfant est déscolarisé	L'enfant commence à travailler	L'enfant se marie	L'enfant a un enfant	L'enfant est victime de violence extrême		Indice de privation de l'enfance 2017	
Indicateur	Taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans (nombre de décès pour 1 000 naissances)	Retard de croissance chez les enfants (% d'enfants âgés de 0 à 59 mois)	Enfants déscolarisés en âge de fréquenter un établissement primaire ou secondaire (%)	Enfants concernés par le travail d'enfants (% d'enfants âgés de 5 à 14 ans)	Adolescentes actuellement mariées ou en couple (% de filles âgées de 15 à 19 ans)	Taux de naissances chez les adolescentes (naissances pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans)	Population déplacée de force par les conflits (% du nombre total de personnes)	Taux d'homicides infantiles (décès pour 100 000 enfants âgés de 0 à 19 ans)	Score (sur 1 000)	Classement (sur 172)
	2015	2011-2016+	2011-2016+	2011-2016+	2011-2016+	2015	2016	2015		
Panama	17,0	19,1 x	7,7	5,6 y	14,1 a	73,7	0,0	11,1	800	99
Papouasie-Nouvelle-Guinée	57,3	49,5 x	…	…	14,8 x	54,4	0,0	4,4	674	136
Paraguay	20,5	10,9	15,4	27,6 y	…	56,9	0,0	2,3	790	102
Pays-Bas	3,8	…	1,0	…	1,9	3,9	0,0	0,3	982	4
Pérou	16,9	14,6	7,6	33,5 x,y	11,3 a	48,4	0,0	6,2	788	103
Philippines	28,0	30,3	5,2	11,1 y	9,7	62,7	0,3 c	2,7	807	96
Pologne	5,2	…	5,0	…	1,2	13,1	0,0	0,2	967	26
Portugal	3,6	…	1,2	…	0,6 b	9,4	0,0	0,3	981	6
Qatar	8,0	…	4,0	…	4,0 a,b	10,5	0,0	2,9	947	34
République arabe syrienne	12,9	27,5 x	43,1	4,0 x	9,7 b,x	38,9	65,4 c	1,0	668	137
République centrafricaine	130,1	40,7 x	48,4	28,5 x	54,9 x	90,7	19,3 c	5,0	428	169
République de Corée	3,4	2,5 x	3,4	…	0,4 b,x	1,6	0,0	0,9	978	10
République de Moldavie	15,8	6,4	17,9	16,3 x	9,9	22,0	0,2	0,4	867	76
République démocratique du Congo*	98,3	42,6	18,1 z	38,4 y	21,3	122,3	3,0 c	6,6	558	162
République démocratique populaire de Corée	24,9	27,9	15,0	…	0,3 b,x	0,5	0,0	2,5	862	76
République démocratique populaire du Laos	66,7	43,8	21,2	10,1 x,y	24,8	63,7	0,1	3,7	684	130
République dominicaine	30,9	7,1	14,6	12,8 y	27,5 a	97,3	0,0	11,8	741	120
République tchèque	3,4	…	…	…	0,9	9,7	0,0	0,1	–	–
République unie de Tanzanie*	48,7	34,4	30,2 x,z	28,8 y	23,0 a	117,7	0,0	2,6	635	145
Roumanie	11,1	…	12,1	…	6,7	34,0	0,0	0,5	914	52
Royaume-Uni	4,2	…	0,7	…	2,9	13,9	0,0	0,7	971	23
Rwanda*	41,7	37,9	16,1 x,z	28,5 x	3,1 a	25,6	2,6	1,6	757	112
Sainte-Lucie	14,3	2,5	10,8 x	3,9	5,0	53,4	0,7	6,9	883	67
Sainte-Vincent-et-les-Grenadines	18,3	…	4,9 x	…	…	50,3	1,8	1,7	–	–
Salvador	16,8	14,0	10,1	19,0 y	21,0 a	64,9	1,1	22,4	723	126
Samoa	17,5	…	8,4	…	7,0 x	24,3	0,0	1,0	909	58
Sao Tomé-et-Principe	47,3	17,2	7,2	26,0 y	15,3 a	83,5	0,0	3,6	756	114
Sénégal	47,2	20,5 a	43,3	14,5	21,3 a	76,9	0,2	3,5	699	128
Serbie	6,7	6,0	3,9	9,5 y	3,1	18,7	3,3 d	0,3	928	41
Seychelles	13,6	7,9	7,4	…	…	56,9	0,0	1,4	871	74
Sierra Leone*	120,4	37,9	28,2 z	37,4	18,8	116,7	0,2	7,3	546	163
Singapour	2,7	…	20,8 x	…	0,4 b,x	3,8	0,0	0,9	949	33
Slovaquie	7,3	…	…	…	1,6	19,9	0,0	0,3	–	–
Slovénie	2,6	…	2,8	…	0,5	3,6	0,0	0,0	985	1
Somalie*	136,8	25,9 x	48,8 x,z	49,0 x	24,6 b,x	102,6	20,8 c	2,5	470	168
Soudan*	70,1	38,2	25,0 x,z	24,9 y	21,2 a,b	72,1	9,6 c	3,3	639	144
Soudan du Sud*	92,6	31,1 x	67,5 x,z	…	40,1 x	63,4	22,2 c	1,7	488	166
Sri Lanka	9,8	14,7	10,1	2,5 x,y	9,0 x	14,2	0,9	0,9	903	61
Suède	3,0	…	2,1	…	0,4	5,7	0,0	0,6	982	4

* Afin d'inclure le plus grand nombre possible de pays dans les classements, les données concernant la scolarisation dans ces 27 pays ont été extraites d'enquêtes, en l'absence de données récentes sur les inscriptions.
… Données non disponibles ou obsolètes (antérieures à 2005)
x Les données font référence à l'année la plus récente disponible durant la période 2005-2010.
y Les données diffèrent de la définition standard (à interpréter avec prudence).
z Les données sont extraites de la source secondaire (à interpréter avec prudence).
§ Inclut l'Afrique australe et de l'Est, l'Afrique centrale et de l'Ouest, Djibouti et le Soudan
‡ Europe centrale et de l'Est et Communauté des États indépendants
+ Les données font référence à l'année la plus récente disponible durant la période de référence.
a Estimation à partir des récentes EGIM ou EDS (en attendant une nouvelle analyse)
b L'estimation n'inclut pas les unions consensuelles.
c Il existe des preuves de recrutement et d'utilisation d'enfants (p. ex. en tant qu'enfants soldats).
d Inclut les populations déplacées en provenance de Serbie et du Kosovo
** À l'exclusion de la Chine
NB : pour connaître la définition des indicateurs, les sources de données primaires et secondaires, les seuils de prévalence et les classifications régionales, voir la partie Méthodologie et notes de recherches.

Les effets d'ombre reflètent la prévalence :
Modérée
Forte
Très forte

INDICE DE PRIVATION DE L'ENFANCE 2017 COMPLET

Cause de privation de l'enfance	L'enfant décède	L'enfant souffre d'une grave malnutrition	L'enfant est déscolarisé	L'enfant commence à travailler	L'enfant se marie	L'enfant a un enfant	L'enfant est victime de violence extrême		Indice de privation de l'enfance 2017	
Indicateur	Taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans (nombre de décès pour 1 000 naissances)	Retard de croissance chez les enfants (% d'enfants âgés de 0 à 59 mois)	Enfants déscolarisés en âge de fréquenter un établissement primaire ou secondaire (%)	Enfants concernés par le travail d'enfants (% d'enfants âgés de 5 à 14 ans)	Adolescentes actuellement mariées ou en couple (% de filles âgées de 15 à 19 ans)	Taux de naissances chez les adolescentes (naissances pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans)	Population déplacée de force par les conflits (% du nombre total de personnes)	Taux d'homicides infantiles (décès pour 100 000 enfants âgés de 0 à 19 ans)	Score (sur 1 000)	Classement (sur 172)
	2015	2011-2016+	2011-2016+	2011-2016+	2011-2016+	2015	2016	2015		
Suisse	3,9	…	6,9	…	0,4	2,8	0,0	0,3	974	16
Surinam	21,3	8,8 x	13,8	4,1 x	11,8 x	45,7	0,0	4,5	859	81
Swaziland	60,7	25,5	19,7	7,3 x	4,3 x	67,2	0,0	4,1	777	105
Tadjikistan	44,8	26,8	10,5	10,0 x	13,2	37,8	0,0	0,3	812	94
Tchad*	138,7	39,9	48,7 x,z	26,1 x	38,3 a	129,8	0,8	4,8	473	167
Thaïlande	12,3	16,3	10,1	8,3 x	16,3 a	44,6	0,0	0,9	852	84
Timor oriental	52,6	50,2	9,5	…	7,7 x	45,5	0,0	3,4	732	122
Togo*	78,4	27,5	17,3 z	27,9 y	12,7	92,1	0,2	3,9	684	130
Tonga	16,7	8,1	12,6	…	4,6	14,9	0,1	0,9	910	56
Trinité-et-Tobago*	20,4	…	5,4 x,z	0,7 x	6,3 x	30,8	0,0	12,1	877	71
Tunisie*	14,0	10,1	15,6 z	2,1	1,2 b	6,8	0,0	0,6	924	45
Turkménistan	51,4	11,5 a	…	0,3 a,y	6,0 a	16,0	0,0	1,3	865	77
Turquie	13,5	9,5	9,0	5,9 y	6,6 b	26,8	0,1	0,9	905	59
Tuvalu	27,1	10,0 x	17,4	…	8,0 b,x	42,0 x,z	0,0	…	–	–
Ukraine	9,0	…	2,7	2,4	6,4	23,4	4,4	0,5	937	39
Uruguay	10,1	10,7	8,5	7,9 x,y	7,4 a	55,8	0,0	3,7	871	74
Vanuatu	27,5	28,5	…	15,2 y	11,5 x	42,7	0,0	0,6	807	96
Venezuela (République bolivarienne de)	14,9	13,4 x	12,0	…	…	79,1	0,1	27,0	724	125
Vietnam*	21,7	24,9	13,3 z	16,4 y	10,3 a	39,1	0,3	1,5	815	92
Yémen	41,9	46,5	31,1	22,7 x	16,7 b	60,7	11,4 c	2,7	653	140
Zambie*	64,0	40,0	21,0 z	40,6 x,y	16,9	87,9	0,0	2,5	633	146
Zimbabwe	70,7	26,8 a	24,0	…	19,6 a	108,9	0,4	3,0	664	138
Moyennes mondiale et régionales+										
Afrique sub-saharienne§	83,1	35,2	29,0	27,5	24,0	122,0	1,8	4,2	596	–
Afrique australe et de l'Est	66,5	35,7	27,0	26,2	20,7	113,8	1,4	3,4	631	–
Afrique centrale et de l'Ouest	98,7	34,4	31,2	28,5	27,1	130,0	1,5	5,1	565	–
Moyen-Orient et Afrique du Nord	28,9	17,9	17,2	10,1	14,1	52,0	5,4	2,5	802	–
Asie du Sud	52,5	36,2	22,4	12,4 z	29,0 z	44,3	0,3	1,7	715	–
Asie de l'Est et Pacifique	17,8	10,2	12,5	10,0 **	5,9	22,3	0,1	1,1	887	–
Amérique latine et Caraïbes	17,9	10,1	10,1	8,5	10,6	74,3	1,3	12,6	807	–
CEE/CEI‡	17,1	9,6	5,6	5,4 z	7,2	29,5	0,9	0,9	904	–
Régions développées	5,8	4,2 z	3,2	…	…	15,6 z	0,2	1,1	952	–
Monde	42,5	23,2	17,8	12,6 z**	14,4	50,4	0,9 z	3,0	780	–

Les désignations employées dans ce rapport ne sont en aucune manière l'expression d'une quelconque opinion de la part de Save the Children concernant le statut juridique de tout pays ou territoire ou le tracé de ses frontières ou limites.

* Afin d'inclure le plus grand nombre possible de pays dans les classements, les données concernant la scolarisation dans ces 27 pays ont été extraites d'enquêtes, en l'absence de données récentes sur les inscriptions.

… Données non disponibles ou obsolètes (antérieures à 2005)

x Les données font référence à l'année la plus récente disponible durant la période 2005-2010.

y Les données diffèrent de la définition standard (à interpréter avec prudence).

z Les données sont extraites de la source secondaire (à interpréter avec prudence).

§ Inclut l'Afrique australe et de l'Est, l'Afrique centrale et de l'Ouest, Djibouti et le Soudan

‡ Europe centrale et de l'Est et Communauté des États indépendants

\+ Les données font référence à l'année la plus récente disponible durant la période de référence.

a Estimation à partir des récentes EGIM ou EDS (en attendant une nouvelle analyse)

b L'estimation n'inclut pas les unions consensuelles.

c Il existe des preuves de recrutement et d'utilisation d'enfants (p. ex. en tant qu'enfants soldats).

d Inclut les populations déplacées en provenance de Serbie et du Kosovo

** À l'exclusion de la Chine

NB : pour connaître la définition des indicateurs, les sources de données primaires et secondaires, les seuils de prévalence et les classifications régionales, voir la partie Méthodologie et notes de recherches.

Les effets d'ombre reflètent la prévalence :

- Modérée
- Forte
- Très forte

MÉTHODOLOGIE ET NOTES DE RECHERCHES

Tous les enfants ont le droit de vivre leur enfance. Le concept d'enfance est défini dans la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE)[66]. Il représente une vision commune de l'enfance : des enfants en bonne santé qui vont à l'école et jouent, qui acquièrent force et confiance, qui reçoivent l'amour et l'encouragement de leur famille et d'un ensemble d'adultes qui en ont la charge, qui accèdent progressivement aux responsabilités de l'âge adulte, ne vivent ni dans la peur ni dans la violence et sont protégés contre la maltraitance et l'exploitation. Cet idéal contraste fortement avec l'enfance que vivent de nombreux enfants.

La capacité à protéger l'enfance diffère considérablement d'un pays à l'autre. L'Indice de « privation de l'enfance » étudie cet écart entre les pays, en montrant où et comment les enfants sont privés de l'enfance qu'ils méritent d'avoir. Nous espérons que cela suscitera des discussions et entraînera des mesures visant à s'assurer que tous les enfants, sans exception, profitent pleinement de leur enfance.

Causes de privation de l'enfance

Cet indice ne reflète pas la pleine mesure des privations ou des difficultés qui touchent les enfants. Il se concentre plutôt sur certains droits ou « garanties » clés de l'enfance : vie, bonne croissance et développement en bonne santé, éducation et protection contre les préjudices. Si un enfant jouit de tous ces droits, son enfance est considérée comme « intacte ».

L'indice suit une série d'événements qui, si l'un d'entre eux vient à se produire, marquent la fin d'une enfance intacte. Ces événements sont appelés « causes de privation de l'enfance » et incluent : un enfant qui décède, une malnutrition qui nuit de façon permanente au développement de l'enfant, un enfant qui quitte l'école ou qui n'y entre jamais, un enfant qui commence à travailler, un enfant qui se marie, un enfant qui donne naissance à un enfant et un enfant victime de violence extrême.

Ces événements viennent éroder l'enfance. Selon le nombre de causes rencontrées et leur gravité, l'enfance peut être détruite totalement ou en partie seulement[67]. Néanmoins, une fois qu'un enfant a connu une de ces causes, son enfance devient fracturée et n'est plus vraiment complète[68]. Chaque événement porte atteinte à l'enfance. À un moment donné, à mesure que ces atteintes s'accumulent, l'enfance est détruite.

Des scores sont établis pour les pays, qui sont ensuite classés en fonction de leurs résultats concernant cet ensemble de causes de privation, montrant ainsi dans quels pays l'enfance est la plus et la moins menacée.

Indicateurs, définitions et sources de données

Les huit indicateurs suivants ont été choisis, car ils représentent le mieux ces causes, sont disponibles pour un grand nombre de pays et sont régulièrement mis à jour[69]. Les données ont été obtenues à partir de sources fiables et dignes de confiance, presque exclusivement des organisations des Nations Unies, et sont à la disposition des personnes qui souhaitent procéder à des analyses supplémentaires.

Cause de privation	Indicateur
L'enfant décède	Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans
L'enfant souffre d'une grave malnutrition	Retard de croissance chez les enfants (%)
L'enfant est déscolarisé	Enfants, adolescents et jeunes déscolarisés (%)
L'enfant commence à travailler	Travail des enfants (%)
L'enfant se marie	Adolescentes actuellement mariées ou en couple (%)
L'enfant a un enfant	Taux de naissances chez les adolescentes
L'enfant est victime de violence extrême	Population déplacée de force par les conflits (%)
L'enfant est victime de violence extrême	Taux d'homicides infantiles

[66] L'enfance désigne bien plus que la simple période qui va de la naissance à l'entrée dans l'âge adulte. Elle désigne l'état et les conditions de vie d'un enfant, c'est-à-dire la qualité de ces années. Traité des droits de l'homme le plus largement approuvé de l'histoire, la Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1989 et ratifiée par tous les pays à l'exception de deux, représente un consensus mondial sur les conditions de l'enfance. Bien qu'il n'existe aucun accord absolu sur l'interprétation de chacune des dispositions de la Convention, beaucoup s'entendent sur ce que devraient être les normes de l'enfance. Source : UNICEF. *La situation des enfants dans le monde 2005*.

[67] Dans certains cas, les causes indiquent sans équivoque la fin de l'enfance (p. ex. un décès). Dans d'autres (p. ex. abandon de l'école, travail d'enfant), elles peuvent n'enlever qu'une petite partie de l'enfance, notamment si des mesures sont prises pour y remédier (p. ex. l'enfant retourne à l'école ou cesse de travailler).

[68] Cela ne signifie pas que les enfants qui connaissent ces causes de privation de l'enfance ne restent pas des enfants ni qu'ils ne peuvent pas continuer à jouir de certains aspects de leur enfance. Un enfant déscolarisé, par exemple, peut toujours acquérir d'autres compétences à domicile. Les enfants réfugiés jouent quand même et peuvent étudier si des politiques et des programmes adéquats sont mis en place. Quant aux enfants mariées et aux mères adolescentes, qui ont endossé des rôles et des responsabilités d'adultes, elles restent néanmoins des enfants qui ont droit à une protection et à une aide.

[69] Les autres critères de sélection ont inclus la fiabilité, la validité apparente, la comparabilité, la pertinence des politiques, la valeur des actualités, la contemporanéité et l'alignement sur les cibles des ODD.

Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans : probabilité qu'a un enfant de mourir entre sa naissance et l'âge exact de cinq ans, exprimée pour 1 000 naissances vivantes. Les estimations concernent l'année 2015. *Source : Groupe interorganisations des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité infantile (childmortality.org).*

Retard de croissance chez les enfants (modéré et grave) : pourcentage d'enfants âgés de 0 à 59 mois qui se situent à moins de deux écarts type en dessous de la médiane poids-pour-l'âge des Normes de croissance des enfants de l'OMS. Les estimations concernent l'année la plus récente disponible entre 2005 et 2016. *Sources : UNICEF, OMS, Groupe de la Banque mondiale. Estimations communes sur la malnutrition infantile, édition 2016 (data.unicef.org/topic/nutrition/malnutrition/#), actualisées à l'aide de données issues de récentes MICS et EDS pour 12 pays (voir l'Indice de privation de l'enfance complet).*

Taux de déscolarisation des enfants, des adolescents et des jeunes en âge de fréquenter un établissement primaire ou secondaire : nombre d'enfants, d'adolescents et de jeunes ayant l'âge officiel de fréquenter un établissement primaire ou secondaire qui ne sont pas inscrits[70] dans un établissement d'enseignement primaire, secondaire ou supérieur, exprimé en pourcentage de la population en âge officiel d'être scolarisée. Les enfants et les jeunes (à partir d'environ six ans) inscrits dans un établissement préprimaire sont considérés comme déscolarisés[71]. Les données concernent l'année la plus récente disponible entre 2005 et 2016. *Sources : UIS.Stat de l'UNESCO (data.uis.unesco.org), complétées par des données d'enquêtes auprès des ménages issues de la Base de données mondiale sur les inégalités dans l'éducation de l'UNESCO (education-inequalities.org) concernant 27 pays (voir l'Indice de privation de l'enfance complet).* NB : les données des enquêtes auprès des ménages ont été utilisées pour estimer les taux d'enfants déscolarisés uniquement lorsqu'aucune donnée officielle n'était disponible ou lorsque ces dernières étaient obsolètes (antérieures à 2005). Les taux ont été calculés en divisant le nombre d'enfants, d'adolescents et de jeunes déscolarisés (calculé comme suit : enfants déscolarisés du primaire x population en âge de fréquenter un établissement primaire + enfants déscolarisés des premières années du secondaire x population en âge de suivre les premières années d'enseignement secondaire + enfants déscolarisés des dernières années du secondaire x population en âge de suivre les dernières années d'enseignement secondaire) par le nombre total de personnes ayant l'âge légal de fréquenter un établissement primaire ou secondaire. Les données concernant les personnes ayant l'âge officiel d'être scolarisées sont issues d'UIS.Stat et se rapportent à la même année de référence que pour les enfants déscolarisés.

Travail des enfants : pourcentage d'enfants âgés de 5 à 14 ans concernés par le travail d'enfants[72]. Les données concernent l'année la plus récente disponible entre 2005 et 2016. *Sources : UNICEF (data.unicef.org/topic/child-protection/child-labour), actualisées à l'aide de données issues de récentes MICS et EDS pour six pays (voir l'Indice de privation de l'enfance complet).*

Adolescentes actuellement mariées ou en couple : pourcentage de filles âgées de 15 à 19 ans qui ont été mariées et ne sont pas divorcées, veuves, ni séparées. Les données incluant des unions consensuelles ou d'autres types d'unions coutumières sont étudiées en priorité. Lorsque les unions n'ont pas été comptabilisées avec le nombre de filles actuellement mariées, cette omission est indiquée par un « b » dans le tableau de l'indice. Les données concernent les années 2005 à 2016. Lorsque plusieurs points de données étaient disponibles pour la même année de référence, la valeur la plus faible a été utilisée. *Sources : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales (DAES), Division de la population. World Marriage Data 2015 (Données sur les mariages dans le monde 2015), actualisées à l'aide de données issues de récentes MICS et EDS pour 38 pays (voir l'Indice de privation de l'enfance complet).*

Taux de naissances chez les adolescentes : enfants nés de femmes âgées de 15 à 19 ans pour 1 000 femmes de cette tranche d'âge. Les estimations concernent l'année 2015 pour tous les pays, à l'exception de trois, qui possèdent des données concernant l'année la plus récente disponible entre 2005 et 2015. *Sources : Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale (http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.ADO.TFRT), complétés par des données concernant trois pays (voir l'Indice de privation de l'enfance complet) issues de la Base de données mondiale des indicateurs des ODD (unstats.un.org/sdgs/indicators/database/?indicator=3.7.2).*

Population déplacée de force par les conflits ou les persécutions : population totale relevant de la compétence du HCR[73], par pays ou territoire d'origine, exprimée en pourcentage de la population du pays ou du territoire. Les données concernent le milieu d'année 2016. *Sources : HCR. Tendances à la mi-2016 (Genève, 2017) et DAES, Division de la population. Perspectives de la population mondiale : révision de 2015.* N.B. : aux fins de cette analyse, nous avons utilisé les projections de population 2016.

[70] Pour les 27 pays pour lesquels des données d'enquêtes auprès des ménages ont été utilisées, l'indicateur représente la part des enfants en âge d'être scolarisés qui ne vont pas à l'école.

[71] La norme internationale actuelle consiste à traiter les enfants en âge de fréquenter un établissement primaire ou plus âgés inscrits dans un établissement d'enseignement préprimaire comme déscolarisés, car l'enseignement préprimaire ne répond pas aux mêmes normes d'enseignement que celles de l'enseignement primaire ou supérieur. Cela peut entraîner une surestimation du taux d'enfants déscolarisés, en particulier dans les pays où l'enseignement préprimaire est obligatoire.

[72] Un enfant est considéré comme impliqué dans un travail d'enfant dans les conditions suivantes : (a) enfants âgés de 5 à 11 ans qui, au cours de la semaine de référence, ont exercé au moins une heure d'activité économique ou au moins 28 heures de tâches domestiques, ou (b) enfants âgés de 12 à 14 ans qui, au cours de la semaine de référence, ont exercé au moins 14 heures d'activité économique ou au moins 28 heures de tâches domestiques. De nombreuses MISC incluent actuellement des données sur les enfants âgés de 15 à 17 ans qui travaillent, exerçant au moins 43 heures d'activité économique ou de services domestiques non rémunérés par semaine.

[73] Inclut les réfugiés, les demandeurs d'asile, les personnes déplacées internes (PDI), les personnes retournées chez elles (réfugiés et personnes déplacées internes) et d'autres personnes relevant de la compétence du HCR qui n'entrent pas forcément directement dans l'un des autres groupes mais à qui le HCR peut offrir sa protection ou ses services d'aide.

Preuves concernant les enfants soldats : pays identifiés comme ayant des parties impliquées dans des conflits, qui ont recruté ou utilisé des enfants soldats en 2015. Le terme « enfant soldat » désigne toute personne de moins de 18 ans qui est, ou a été, recrutée ou utilisée par des forces armées ou par un groupe armé à quelque titre que ce soit, y compris pour exercer des fonctions de soutien, comme cuisinier, porteur, messager, infirmier, garde, espion ou esclave sexuel. *Source : Les enfants et les conflits armés : Rapport du Secrétaire général, Annexes I et II (childrenandarmedconflict.un.org/countries-caac).* N.B. : cet indicateur n'est pas pris en compte dans le score de l'indice, mais a été indiqué en note dans le tableau.

Taux d'homicides infantiles : estimation du nombre de décès provoqués par des violences interpersonnelles parmi les enfants et les adolescents âgés de 0 à 19 ans (chiffres fournis par l'OMS ou l'IHME), exprimée pour 100 000 personnes de cette tranche d'âge (données provenant du DAES, Division de la population). Les estimations concernent l'année 2015. *Sources : OMS. Global Health Estimates 2015: Deaths by Cause, Age, Sex, by Country and by Region, 2000-2015 (Estimations sanitaires mondiales 2015 : décès par cause, âge, sexe, pays et région, 2000-2015) et DAES, Division de la population. Perspectives de la population mondiale : révision de 2015, complétées par des données concernant la Palestine fournies par l'Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME). Global Burden of Disease Study 2015 (Étude sur le fardeau mondial des maladies 2015) (ghdx.healthdata.org/gbd-results-tool).*

Calculs

Les indicateurs étant mesurés sur des échelles différentes, chacun d'entre eux a été standardisé au moyen d'une technique de mise à l'échelle linéaire :

$X_N = (X – \text{Pire})/(\text{Meilleur} – \text{Pire})$

Où :
X_N représente la valeur standardisée
X représente la valeur réelle
« Pire » représente la plus forte valeur observée pour l'indicateur
« Meilleur » représente la meilleure valeur possible pour l'indicateur

Cette technique permet d'obtenir des scores compris entre 0 et 1 et garantit un codage positif de tous les indicateurs (les scores plus élevés indiquent de meilleurs résultats).

Tous les indicateurs bénéficient d'un même coefficient. Le score total de l'indice a été calculé en faisant la somme de tous les scores standardisés pour chaque indicateur, puis en divisant ce chiffre par huit. Les scores ont été multipliés par 1 000 et arrondis à trois chiffres. Les pays ont été classés en fonction de ce score total de l'indice, du plus élevé au plus bas (1 000 étant le meilleur score possible), puis classés de 1 à 172.

Pour nous aider à garantir des scores comparables d'une année sur l'autre et à nous assurer que les pays puissent suivre les progrès accomplis dans le temps, les valeurs « meilleur » (minimum) et « pire » (maximum) et la pondération des indicateurs seront fixées à partir de cette année inaugurale, comme suit :

Cause de privation	Indicateur	Meilleur	Pire	Pondération
L'enfant décède	Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans	0,0	156,9	1/8
L'enfant souffre d'une grave malnutrition	Retard de croissance chez les enfants (%)	0,0	57,5	1/8
L'enfant est déscolarisé	Enfants, adolescents et jeunes déscolarisés (%)	0,0	67,5	1/8
L'enfant commence à travailler	Travail des enfants (%)	0,0	55,8	1/8
L'enfant se marie	Adolescentes actuellement mariées ou en couple (%)	0,0	59,8	1/8
L'enfant a un enfant	Taux de naissances chez les adolescentes	0,0	201,2	1/8
L'enfant est victime de violence extrême	Population déplacée de force par les conflits (%)	0,0	65,4	1/8
L'enfant est victime de violence extrême	Taux d'homicides infantiles	0,0	32,8	1/8

Valeurs manquantes

L'*Indice de privation de l'enfance* inclut les 186 pays et régions disposant de données récentes (à compter de 2005) pour au moins cinq des huit indicateurs, mais tous ne sont pas inclus dans le classement de l'indice.

Les pays ne disposant pas de données sur les homicides ont été exclus du classement[74]. Les pays ne disposant pas de données pour au maximum deux des sept autres indicateurs ont été maintenus dans l'indice, ceci étant le seul moyen de s'assurer d'inclure un nombre suffisant de pays de l'OCDE à revenu élevé, car la plupart d'entre eux ne recueillent pas et ne publient pas de données sur le retard de croissance ou sur le travail des enfants.

Au total, 172 pays disposaient de données suffisantes pour pouvoir être classés. 92 pays possèdent des données pour les huit indicateurs. 34 pays ne possèdent pas de données sur un indicateur. 46 pays ne possèdent pas de données sur deux indicateurs, dont 33 sont des pays à revenu élevé[75].

Pour les pays ne disposant pas de données sur le retard de croissance, la déscolarisation ou le travail des enfants, le score standardisé pour leur taux de mortalité des moins de cinq ans a été utilisé à la place de la (des) valeur(s) manquante(s). La mortalité des moins de cinq ans, principal indicateur du bien-être des enfants, est étroitement corrélée à ces trois indicateurs[76]. Pour les pays ne disposant pas de données sur le mariage des enfants, le score standardisé pour leur taux de naissances chez les adolescentes a été substitué. Ces deux indicateurs sont eux aussi étroitement corrélés[77].

Remplacer ces valeurs manquantes par d'autres nous a permis de nous assurer que les pays ne tiraient pas bénéfice de l'absence de données et que les imputations de données pour les valeurs manquantes reposaient sur les résultats d'un pays concernant une autre cause de privation de l'enfance étroitement corrélée.

Seuils de prévalence et couleurs

Les résultats de chaque pays concernant chaque indicateur ont été évalués en fonction des seuils indiqués dans le tableau ci-dessous. Un code couleur a été attribué aux pays affichant une prévalence « modérée », « forte » ou « très forte », comme indiqué.

Dans la mesure maximale possible, les seuils des indicateurs ont été basés sur les normes internationales. Les systèmes de classification utilisés pour le taux de mortalité des moins de cinq ans et le retard de croissance sont bien établis[78]. Des décompositions identiques ont été utilisées pour la déscolarisation, le travail des enfants et le mariage des enfants. Les décompositions pour les naissances chez les adolescentes ont été adaptées à partir de celles utilisées par la Banque mondiale et l'OMS[79]. Celles concernant les populations déplacées ont été basées vaguement sur les catégories utilisées par le HCR pour un indicateur connexe[80]. Les strates des homicides ont été adaptées de l'UNICEF et de l'UNODC[81].

Pour établir des niveaux ou « bandes de couleur », les points de délimitation des seuils ont été standardisés pour chaque indicateur, puis indexés. Les scores de l'indice ont été arrondis à deux chiffres après la virgule, puis multipliés par 1 000 pour obtenir les limites de chaque niveau. Les pays ont été placés dans l'un des cinq groupes en fonction de leur score dans l'indice :

Groupe	Part des enfants privés de leur enfance	Scores de l'indice
1	Relativement peu d'enfants	≥ 940
2	Quelques enfants	760 à 939
3	De nombreux enfants	600 à 759
4	La plupart des enfants	380 à 599
5	Presque tous les enfants	≤ 379

Indicateur	Très faible	Faible	Modérée	Forte	Très forte
Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (pour 1 000)	< 10	10 à < 25	25 à < 50	50 à < 100	≥ 100
Retard de croissance chez les enfants (%)	< 5	5 à < 20	20 à < 30	30 à < 40	≥ 40
Enfants et jeunes déscolarisés (%)	< 5	5 à < 20	20 à < 30	30 à < 40	≥ 40
Travail des enfants (%)	< 5	5 à < 20	20 à < 30	30 à < 40	≥ 40
Mariage des enfants (%)	< 5	5 à < 20	20 à < 30	30 à < 40	≥ 40
Taux de naissances chez les adolescentes (pour 1 000)	< 15	15 à < 50	50 à < 100	100 à < 150	≥ 150
Population déplacée par les conflits (%)	< 1	1 à < 2	2 à < 5	5 à < 20	≥ 20
Taux d'homicides infantiles (pour 100 000)	< 1	1 à < 5	5 à < 10	10 à < 20	≥ 20
Couleurs	≥ 940	760 - 939	600 - 759	380 - 599	≤ 379

[74] Nauru et Tuvalu

[75] L'*Indice de privation de l'enfance* montre le(s) indicateur(s) manquant(s) pour ces 80 pays.

[76] Les coefficients de corrélation sont respectivement de 0,68, 0,76 et 0,74.

[77] Le coefficient de corrélation est de 0,81.

[78] Voir, par exemple, data.unicef.org/topic/child-survival/under-five-mortality/ et data.unicef.org/topic/nutrition/malnutrition/

[79] Voir gamapserver.who.int/mapLibrary/Files/Maps/Global_AdolescentBirthRate_2015.png et data.worldbank.org/indicator/SP.ADO.TFRT?view=map

[80] HCR. *Tendances à la mi-2016*. (Genève, 2017), p. 11

[81] Voir UNICEF. *Hidden in Plain Sight: A statistical analysis of violence against children (Cachés en pleine lumière : analyse statistique de la violence faite aux enfants)*. (New York, 2014), p.39 et UNODC. *Global Study on Homicide 2013 (Étude mondiale sur les homicides 2013)*. (Vienne, 2014), p.12

Classification des pays

L'*Indice de privation de l'enfance* présente des données pour l'ensemble du monde et pour divers groupes de pays. Les régions sont classées comme étant « en développement » ou « développées », conformément au système des Nations Unies[82]. Les régions en développement sont décomposées en sous-régions, indiquées en bas du tableau de l'indice, page 34. Ces regroupements reposent sur la nomenclature de l'UNICEF et sur la classification régionale. Pour connaître la liste des pays et territoires de chaque région, voir : UNICEF. *La situation des enfants dans le monde 2016*, p. 112.

Les données régionales ont été obtenues auprès des Nations Unies[83], à l'exception des taux de déscolarisation, de déplacements forcés et d'homicides infantiles. Les moyennes mondiales et régionales pour ces trois indicateurs ont été calculées par Save the Children. Chacune a été calculée sous forme de moyenne pondérée, en utilisant la population concernée comme facteurs de pondération[84]. Tous les pays de l'UNICEF disposant de données ont été inclus dans ces estimations[85]. La couverture de la population était de 89 % ou plus pour toutes les paires région-indicateur[86].

Les désignations employées dans ce rapport ne sont en aucune manière l'expression d'une quelconque opinion de la part de Save the Children concernant le statut juridique de tout pays ou territoire ou le tracé de ses frontières ou limites.

Limites et avertissements

Il serait impossible d'inclure tous les facteurs qui s'attaquent à l'enfance dans un seul indice. Cet indice se concentre uniquement sur les causes les plus significatives pour lesquelles des données fiables et comparables sont largement disponibles. Certains indicateurs (p. ex. violence sexuelle, trafic, travail dangereux) auraient été inclus si des données suffisantes avaient été disponibles. D'autres (p. ex. incarcération, enfants orphelins, migration, brimades, châtiments corporels, consommation de substances) disposaient de données, mais n'ont pas été inclus car ils ne dénotent pas, en eux-mêmes, une privation de l'enfance. Un enfant incarcéré, par exemple, peut bénéficier d'importants services de réinsertion, y compris des conseils sociopsychologiques, une scolarisation et un réseau fiable d'adultes le prenant en charge. De nombreux indicateurs potentiels (p. ex. maltraitance d'enfant) ont également été écartés en raison de problèmes de qualité des données[87].

Save the Children n'a pas vérifié de façon indépendante les données utilisées dans ce rapport. Pour garantir des données de grande qualité, toutes sont extraites de sources internationales fiables, qui examinent de près et ajustent les données nationales pour s'assurer qu'elles sont le plus possible exactes et comparables.

L'indice présente les données les plus récentes disponibles au 1er mars 2017. Des données ne sont pas disponibles concernant la même année de référence pour tous les indicateurs et tous les pays. Sur les 172 pays classés, 111 possèdent des données très récentes (2010 à 2016) pour tous les indicateurs. 61 pays possèdent au moins un point de données compris entre 2005 et 2009.

Pour les 19 pays ne possédant pas de données officielles concernant l'éducation, ainsi que pour les huit dont les chiffres officiels les plus récents sont antérieurs à 2005, des données issues des enquêtes auprès des ménages ont été utilisées pour montrer l'ampleur de l'exclusion dans ce domaine[88].

Note technique sur le calcul des estimations mondiales

Entre 701 et 734 millions d'enfants sont privés de leur enfance (parce qu'ils ont connu une ou plusieurs causes de privation de l'enfance).

Ces estimations incluent trois groupes d'enfants distincts : les enfants âgés de 0 à 17 ans décédés (159 millions[89]), les enfants âgés de 0 à 5 ans souffrant d'un retard de croissance (171 ou 186 millions[90]) et les enfants âgés de 6 à 17 ans déscolarisés de l'enseignement primaire ou secondaire (263 millions[91]). Elles incluent également un sous-ensemble d'enfants réfugiés et d'enfants déplacés

[82] Cette désignation est faite uniquement à des fins d'analyse statistique. Pour connaître la liste des pays appartenant aux régions « développées » et « en développement », voir : unstats.un.org/sdgs/indicators/regional-groups/.

[83] Le taux de mortalité des moins de cinq ans et les données sur le retard de croissance sont extraits de data.unicef.org. Les données concernant les régions développées sont extraites de la Base de données mondiale sur les indicateurs des ODD (unstats.un.org/sdgs/indicators/database/). Toutes les autres moyennes à l'échelle mondiale et des sous-régions en développement sont extraites du Rapport sur la situation des enfants dans le monde 2016, à l'exception de la moyenne mondiale concernant le travail des enfants, la moyenne pour la CEE/CEI concernant le travail des enfants et des taux de travail des enfants et de mariage des enfants pour l'Asie du Sud, qui ont été extraites du Rapport sur la situation des enfants dans le monde 2015, aucun résultat n'étant disponible pour 2016.

[84] Le nombre de personnes ayant l'âge officiel de fréquenter un établissement primaire et secondaire en 2015 (UIS.Stat), la population totale nationale en 2016 (DAES) et le nombre d'enfants âgés de 0 à 19 ans en 2015 (DAES) ont été utilisés comme facteurs de pondération respectivement pour les moyennes de déscolarisation, de déplacement et d'homicides infantiles. Les seules exceptions concernent les enfants en âge d'être scolarisés au Brésil (2014), en Ukraine (2014) et en Corée du Sud (2016). Les totaux mondiaux ont été estimés de la même manière pour la déscolarisation et les homicides infantiles (sous forme de moyennes pondérées des taux nationaux). Le taux de personnes déplacées de force à travers le monde, par contre, a été calculé directement à partir de la dernière comptabilisation mondiale en date du HCR (unhcr.org/en-us/figures-at-a-glance.html) et des données sur la population mondiale du DAES, toutes deux pour début 2016.

[85] Même si un pays ne disposait pas de suffisamment de données pour être inclus dans l'*Indice de privation de l'enfance* ou s'il possédait des données au niveau des indicateurs, il a été inclus dans les taux mondiaux et régionaux de l'indicateur en question.

[86] La couverture excédait 99 % des estimations, excepté pour les populations en âge d'être scolarisées dans les régions développées (89 % de couverture) et pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (90 % de couverture).

[87] Une liste des indicateurs exclus a été dressée et peut être fournie sur demande.

[88] Les enquêtes auprès des ménages mesurent la participation sous forme de fréquentation d'un établissement à tout moment au cours de l'année scolaire précédente (une approche assez généreuse qui ne diffère pas grandement des inscriptions formelles). En supposant d'autres raisons constantes pour lesquelles les données administratives et celles issues des enquêtes pourraient différer (comme la fréquentation d'écoles non formelles), on pourrait s'attendre à ce que la fréquentation soit légèrement *inférieure* aux inscriptions, puisque les enfants pourraient être officiellement inscrits, mais ne pas fréquenter l'établissement. Pour les huit pays possédant de vieilles données sur les inscriptions, les taux de fréquentation sont en réalité supérieurs aux chiffres des inscriptions, ce qui a donné un résultat plus favorable.

[89] Estimé en soustrayant le nombre total d'enfants de 0 à 17 ans en vie en milieu d'année 2015 du nombre total de naissances entre mi 1997 et mi 2015. Source : DAES des Nations Unies, Division de la population. *Perspectives de la population mondiale : révision de 2015*.

[90] Le total inclut 156 millions d'enfants de moins de cinq ans et une estimation de 15 ou 30 millions d'enfants âgés de cinq ans. Pour l'estimation supérieure, il a été supposé que les enfants de cinq ans avaient autant de risques que les enfants âgés de 0 à 4 ans de souffrir d'un retard de croissance (le taux global de retard de croissance chez les moins de cinq ans, soit 23,2 %, a été appliqué aux 130 millions d'enfants âgés de cinq ans dans le monde). Pour l'estimation inférieure, il a été supposé que les enfants de cinq ans avaient deux fois moins de risques de souffrir d'un retard de croissance (un taux de 11,6 % a donc été utilisé). Sources : UNICEF/WHO/World Bank Joint Child Malnutrition Estimates (Estimations communes de l'UNICEF/OMS/Banque mondiale sur la malnutrition infantile), édition de septembre 2016 ; DAES des Nations Unies, Division de la population. *Perspectives de la population mondiale : révision de 2015*

[91] Le total inclut 61 millions d'enfants en âge de fréquenter un établissement primaire (6 à 11 ans), 60 millions en âge de fréquenter les premières années d'enseignement secondaire (12 à 14 ans) et 142 millions d'enfants en âge de fréquenter les dernières années d'enseignement secondaire (15 à 17 ans). Source : data.uis.unesco.org (consulté en avril 2017)

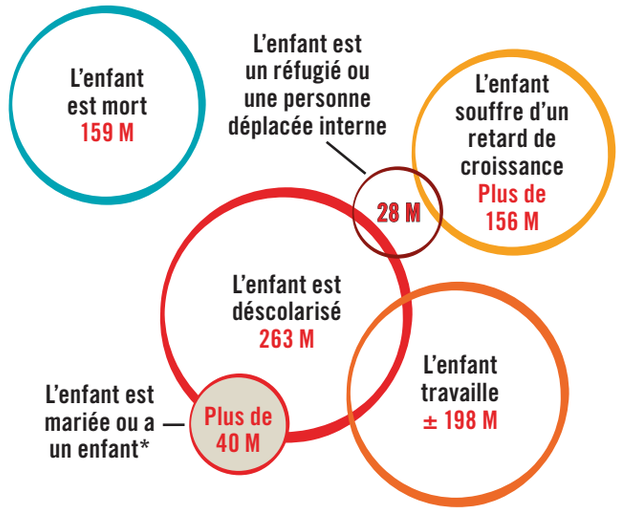
internes (14 millions[92]) et un sous-ensemble d'enfants qui travaillent (94 ou 112 millions[93]) qui n'ont sans doute pas encore été comptabilisés dans les autres groupes.

Pour parvenir à ce chiffre, plusieurs hypothèses raisonnables ont été avancées, sur la base de preuves montrant des chevauchements entre ces groupes d'enfants, comme souligné dans les notes de bas de page et comme l'illustre le schéma qui suit.

Malheureusement, en cherchant à éviter une double comptabilisation, on aboutit à une sous-estimation du nombre d'enfants privés de leur enfance. Ce chiffre, par exemple, n'inclut pas les enfants en âge d'être scolarisés qui souffrent d'un retard de croissance et sont scolarisés, les jeunes épouses ou jeunes mères scolarisées, ni les enfants qui ont survécu à des violences extrêmes ou qui en ont été témoins. Lorsqu'il sera éventuellement possible de contrôler leur nombre, ces personnes seront ajoutées à l'estimation globale.

Principales sources de chevauchements entre les causes de privation de l'enfance

N. B. : les cercles de population sont à l'échelle, mais les chevauchements ne le sont pas.



* 41 millions de filles âgées de 15 à 19 ans sont actuellement mariées ; beaucoup sont déjà mères. Des millions d'autres seraient des mères non mariées. Ces filles sont en majorité déscolarisées. Une fois que ces chevauchements pourront être quantifiés avec certitude, ces populations seront incluses dans l'estimation globale.

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rédigé et géré, dans le cadre du projet, par Tracy Geoghegan, de Save the Children. Les recherches ont été effectuées par Beryl Levinger et Nikki Gillette. Ce rapport n'aurait pas pu voir le jour sans les précieuses contributions et les commentaires utiles de bon nombre de nos collègues appartenant au mouvement mondial Save the Children. Nous remercions tout particulièrement les personnes suivantes pour leurs contributions et leur soutien considérables, à différents moments de la préparation de ce rapport : Smita Baruah, Katri Bertram, Patrick Crump, Laurel MacLaren, Susan Ridge, José Manuel Roche, Sean Ryan et Patrick Watt.

Nous sommes reconnaissants envers nos collègues de Save the Children pour leurs commentaires et leurs contributions, qui ont aidé à améliorer et à enrichir ce rapport : Ali Adamou, Michel Anglade, Kitty Arie, Paul Butcher, Angelica Cadavid, Wendy Christian, Ulrika Cilliers, Colin Crowley, Penny Crump, Rob Doble, Gary Duffy, Line Hegna, Alexis Le Nestour, Lysa John, Mike Kiernan, Tamer Kirolos, Michael Klosson, Tom Krift, Nina Kühnel, Kristen Lacey, Claire Leigh, Thiago Luchesi, Kirsty McNeill, Carolyn Miles, Richard Morgan, Diana Myers, Sara Neumann, Beatriz Ochoa, Nora O'Connell, Amado Parawan, Devendra Singh Tak, April Sumaylo-Tesz, Andrew Wainer, Kevin Watkins et Lisa Wise.

Nous remercions nos collègues qui ont produit des études de cas pour ce rapport et qui sont basés dans les bureaux nationaux d'Afghanistan, de Bolivie, du Salvador, d'Inde, d'Irak, du Niger, du Nigeria, des Philippines, de Sierra Leone et de Somalie. Merci tout particulièrement à Natasha Dos Santos, Tracy Manners, Jess Crombie, Alun MacDonald, Evan Schuurman et Mike Sunderland d'avoir dirigé la production des études de cas, ainsi qu'à bien d'autres personnes du mouvement qui ont soutenu le processus.

Nous sommes reconnaissants envers les réviseurs externes pour leurs commentaires sur les premières ébauches de l'indice et de la méthodologie : José Cuesta (Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF), Elizabeth Stuart, Soumya Chattopadhyay et Maria Quattri (Overseas Development Institute), ainsi que Fernando De Paolis (Middlebury Institute of International Studies).

Un grand merci à Catherine Bowden, Kandace Doyle et Charlotte Greene pour la gestion du projet. Merci également à Joe Ansah, Ian Carr, Lois Jensen et Susan Warner pour leur aide à la conception et à la production. Merci à Verity Leonard Hill pour la gestion de la traduction.

Conçu par Gregory Smith
Mis en page par Grasshopper Design Company
Traduit par Florence Louis
Traduction relue par Patricia Sommer

[92] Le total inclut les enfants déplacés âgés de 0 à 5 ans peu susceptibles de souffrir d'un retard de croissance (chiffre estimé à sept millions) et les enfants déplacés âgés de 6 à 17 ans susceptibles d'être scolarisés (chiffre estimé à sept millions), soit 14 millions sur les 28 millions d'enfants déplacés à travers le monde. Pour obtenir ces chiffres, plusieurs hypothèses ont été avancées : 1) il a été supposé que les enfants déplacés internes présentaient la même décomposition par âge que les enfants réfugiés (soit 29 % âgés de 0 à 4 ans, 43 % âgés de 5 à 11 ans et 29 % âgés de 12 à 17 ans) ; 2) il a été supposé que les enfants déplacés avaient autant de risques de souffrir d'un retard de croissance que les enfants vivant dans leur pays d'origine respectif (le taux de retard de croissance parmi les enfants déplacés a été estimé sous forme de moyenne pondérée des taux de retard de croissance à l'échelle nationale, le nombre total de personnes déplacées ayant été utilisé comme facteur de pondération) ; 3) il a été supposé que les enfants déplacés internes étaient scolarisés dans les mêmes proportions que les enfants réfugiés (à savoir 50 % des enfants en âge de fréquenter un établissement primaire et 25 % pour les enfants en âge de fréquenter un établissement secondaire). Sources : UNICEF. *Uprooted: The Growing Crisis for Refugee and Migrant Children (Déracinés : la crise grandissante des enfants réfugiés et migrants).* (New York, 2016) ; HCR. *Global Trends 2015 (Tendances mondiales 2015).* (Genève, 2016) ; popstats.unhcr.org/en/demographics (consulté en avril 2017) ; UNICEF/WHO/World Bank Joint Child Malnutrition Estimates (Estimations communes de l'UNICEF/OMS/Banque mondiale sur la malnutrition infantile), édition de septembre 2016 ; UNESCO et HCR. *Plus d'excuses : il faut assurer l'éducation de toutes les personnes déplacées de force* (Paris, 2016)

[93] L'estimation supérieure inclut 100 millions d'enfants âgés de 5 à 14 ans qui travaillent et 12 millions d'enfants âgés de 15 à 17 ans susceptibles d'être scolarisés, sur les 150 millions (selon l'UNICEF) et les 48 millions (selon l'OIT) de travailleurs dans ces tranches d'âge, respectivement. Il a été supposé que deux tiers des enfants âgés de 5 à 14 ans qui travaillent étaient scolarisés ; de même pour un quart des enfants âgés de 15 à 17 ans qui travaillent. L'estimation inférieure inclut 82,5 millions d'enfants âgés de 5 à 14 ans qui travaillent et 12 millions âgés de 15 à 17 ans, en supposant un taux de scolarisation respectif de 55 et 25 %. Ces hypothèses reposent sur les documents récemment publiés, et notamment : UIS et UNICEF. *Fixing the Broken Promise of Education for All: Findings from the Global Initiative on Out-of-School Children (Remédier à la promesse non tenue de l'éducation pour tous : constatations sur la déscolarisation des enfants issues de l'initiative mondiale)* ; Guarcello, Lyon et Rosati. « Child Labour and Out-of-School Children: Evidence from 25 Developing Countries » (Le travail des enfants et les enfants déscolarisés : données factuelles issues de 25 pays en développement), document d'information pour le rapport intitulé *Fixing the Broken Promise of Education for All* ; Guarcello et al. *Adolescents in Hazardous Work: Child Labour Among Children aged 15-17 years (Les adolescents exerçant un travail dangereux : le travail des enfants dans la tranche d'âge 15-17 ans).* (UCW : Rome, 2016) ; Understanding Children's Work (Comprendre le travail des enfants). *Evolution of the relationship between child labour and education since 2000: evidence of 19 developing countries (Évolution des relations entre le travail des enfants et l'éducation depuis l'an 2000 : données factuelles issues de 19 pays en développement).* (UNESCO : Paris, 2015) ; ministère américain du Travail, Bureau des affaires internationales du travail. *2015 Findings on the Worst Forms of Child Labor (Constatations sur les pires formes de travail des enfants 2015).* (Washington DC, 2016)

Il y a quelques années, Remember est allée habiter chez son oncle à Monrovia, au Liberia, afin de pouvoir y être scolarisée. Mais son oncle l'a obligée à rester à la maison et à travailler comme servante. Quatre jours après son arrivée, il l'a violée et elle est tombée enceinte. Aujourd'hui âgée de 17 ans, elle vit avec sa fille dans un foyer soutenu par Save the Children.*

** nom modifié afin de protéger son identité*

Photo : Hannah Maule-Ffinch / Save the Children

Save the Children

Save the Children USA
501 Kings Highway East, Suite 400, Fairfield, CT 06825
1-800-728-3843
www.SavetheChildren.org

Save the Children International
St Vincent's House
30 Orange Street
Londres
WC2H 7HH
Royaume-Uni
+44 (0)20 3272-0300
www.SavetheChildren.net

Save the Children estime que chaque enfant a droit à un avenir. Dans plus de 120 pays à travers le monde, nous nous efforçons chaque jour d'offrir aux enfants un bon départ dans la vie, la possibilité d'apprendre et une protection contre les préjudices. Lorsqu'une crise frappe et que les enfants sont les plus vulnérables, nous sommes toujours parmi les premiers à intervenir et parmi les derniers à quitter les lieux. Nous veillons à ce que les enfants parviennent à se faire entendre et à ce que leurs besoins uniques soient satisfaits.

Nous produisons des résultats durables pour des millions d'enfants, y compris ceux qui sont les plus difficiles à atteindre.

Au quotidien comme en temps de crise, nous faisons tout ce qu'il faut pour les enfants, en transformant leur vie et l'avenir que nous avons en commun.

SUR LA COUVERTURE :
Deng, âgé de 7 ans, a été séparé de sa mère durant les violences qui ont frappé le Soudan du Sud.

Photo : Jonathan Hyams / Save the Children